

# BANQUE CENTRALE DU CONGO



## NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS D'AVRIL 2017

MAI 2017

## Banque Centrale du Congo

**Adresse :** 563, Boulevard Colonel Tshatshi  
Kinshasa-Gombe  
République Démocratique du Congo

**Adresse postale :** 2697 Kinshasa 1

**Téléphone :** (243)815556966  
(243)818108009  
(243)815084402

**Site Web:** <http://www.bcc.c>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

## Table des matières

I.	CONTEXTE EXTERIEUR .....	4
II.	CONTEXTE INTERIEUR.....	9
II.1.	VUE D'ENSEMBLE .....	9
II.2.	EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS .....	10
II.2.1	SECTEUR REEL .....	10
II.2.1.1	CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	10
II.2.1.1.1.	EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES BRANCHES DE PRODUCTION .....	12
II.2.1.1.2	BAROMETRE DE LA CONJONCTURE.....	14
II.2.1.2.	EVOLUTION DES PRIX INTÉRIEURS .....	18
II.2.2.	FINANCES PUBLIQUES .....	19
II.2.2.1.	RECETTES PUBLIQUES .....	19
II.2.2.2.	DÉPENSES PUBLIQUES .....	22
II.2.2.3.	SITUATION REELLE DES FINANCES PUBLIQUES.....	24
II.2.2.4	EVOLUTION DU PLAN DE TRÉSORERIE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO .....	25
II.2.3	SECTEUR EXTERIEUR .....	25
II.2.3.1.	BALANCE DES PAIEMENTS .....	25
II.2.3.2	LE MARCHÉ DES CHANGES .....	26
II.2.3.3	RESERVES DE CHANGE .....	28
II.2.3.4	SERVICE DE LA DETTE .....	29
II.2.4.	SECTEUR MONETAIRE .....	30
II.2.4.1.	ÉTAT DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE .....	30
II.2.4.2.	EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES .....	31
II.2.4.3.	UTILISATION DES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE MONETAIRE.....	33
II.2.4.4.	MARCHÉ MONETAIRE .....	35
II.2.4.5.	EVOLUTION DE L'ACTIVITE BANCAIRE .....	35
III.	PERSPECTIVES A COURT TERME DE QUELQUES INDICATEURS MACROECONOMIQUES .....	38

## I. CONTEXTE EXTERIEUR

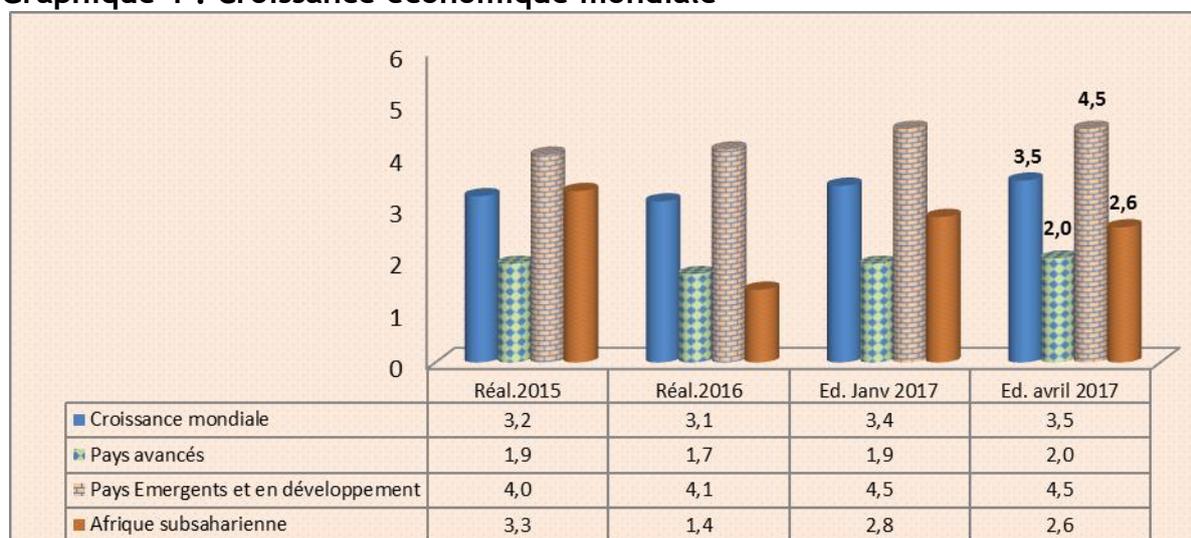
### I.1. Aperçu de l'économie mondiale

Les perspectives économiques mondiales du FMI, publiées au mois d'avril dernier, renseignent une légère progression de la croissance mondiale en 2017 au regard des développements observés au premier trimestre de l'année. En effet, la croissance réalisée de 3,1 % en 2016 se hisserait à 3,5 % en 2017 sur fond du raffermissement de la demande globale et de la reprise de l'activité commerciale.

Dans les pays développés, le redressement de l'activité économique serait soutenu par le dynamisme de l'économie américaine sur fond de l'assouplissement attendu de la politique budgétaire et du regain de confiance des investisseurs. Ainsi, la croissance économique atteindrait 2,0 % en 2017 venant de 1,7 % une année plus tôt.

Quant aux économies émergentes et en développement, leur croissance se situerait à 4,5 % en 2017 contre 4,1 % en 2016 à la suite de l'amélioration de la situation économique des pays exportateurs des produits de base et des investissements attendus en Chine, notamment dans les infrastructures. Pour ce qui est des pays d'Afrique subsaharienne, une reprise est attendue en 2017, bien qu'à un rythme modeste par rapport aux années d'avant crise, soit une progression de 2,6 % contre 1,4 % en 2016.

Graphique 1 : Croissance économique mondiale



Source : Perspectives économiques mondiales du FMI, édition d'avril 2017

Toutefois, le FMI fait état de la persistance de certains risques susceptibles de freiner la croissance aussi bien à court qu'à moyen termes. Il s'agit principalement des risques liés aux facteurs structurels, tels que la faible croissance de la productivité et les inégalités considérables des revenus ainsi qu'aux facteurs géopolitiques.

En outre, un relèvement plus rapide que prévu des taux par la Fed et le développement du protectionnisme, avec notamment la montée du populisme et les retombées du Brexit, constituent un frein à la croissance mondiale et à l'intégration économique.

Dans ce contexte, la mise en œuvre des politiques économiques adéquates et cohérentes devrait atténuer les risques de dégradation et assurer une reprise de l'activité économique mondiale. A cet effet, le FMI invite notamment à (i) soutenir la demande intérieure, (ii) accroître la productivité de la main d'œuvre et de l'investissement, grâce aux réformes structurelles et aux mesures budgétaires propices à l'offre et (iii) moderniser les infrastructures publiques.

Concernant l'évolution des prix, la remontée des cours des produits de base et des prix des produits énergétiques devrait accélérer le rythme de formation des prix en 2017. L'inflation dans les économies avancées devrait s'établir à 2,0 %, niveau d'équilibre ciblé par les différentes banques centrales en 2017 contre 0,8 % une année auparavant. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation se situerait autour de 4,7 % venant de 4,4 % en 2016.

## I.2. Cours des produits de base intéressant l'économie congolaise

Au cours du mois d'avril 2017, les cours des principaux produits intéressant l'économie congolaise ont observé globalement une tendance haussière par rapport à décembre 2016, excepté celui du pétrole qui a connu une baisse.

### I.2.1 Produits énergétiques et miniers

Au cours des quatre premiers mois de 2017, les prix des matières premières d'origine énergétique et minière ont connu des évolutions divergentes.

**Tableau 1 : Cours moyens mensuels des principaux produits énergétiques et miniers**

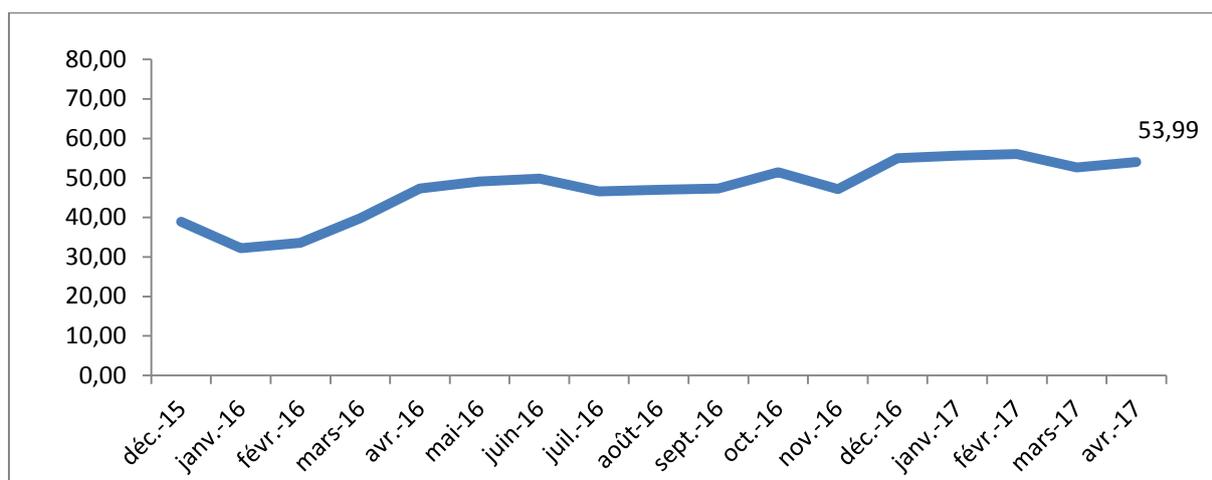
	déc-15	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17
<i>Pétrole (brent) \$/baril</i>	38,89	54,97	55,62	56,04	52,67	53,99
<i>variation annuelle (en %)</i>	-31,66	16,57	1,19	1,95	-4,18	-1,78
<i>Cuivre LME \$/tm</i>	4 628,00	5 669,19	5 706,68	5 939,90	5 824,52	5 704,03
<i>variation annuelle(en %)</i>	-21,73	4,90	0,66	4,78	2,74	0,61
<i>Cobalt Londres \$/tonne</i>	22 569,34	29 184,23	31 336,54	38 785,87	47 523,75	54 194,26
<i>variation annuelle (en %)</i>	-26,87	1,60	7,37	32,90	62,84	85,70
<i>Or New York \$/o.t.</i>	1 069,99	1 151,47	1 191,23	1 232,45	1 231,15	1 269,86
<i>variation annuelle (en %)</i>	-9,46	-7,20	3,45	7,03	6,92	10,28

Source : BCC sur base des données de « Les Echos »

#### ✓ Pétrole

En avril 2017, le cours du pétrole (Brent) s'est établi en moyenne à 53,99 USD le baril, soit une progression de 24,77 % comparé à la période correspondante de l'année passée.

**Graphique 2 : Evolution du cours moyen du pétrole 2016-2017 (USD le baril)**



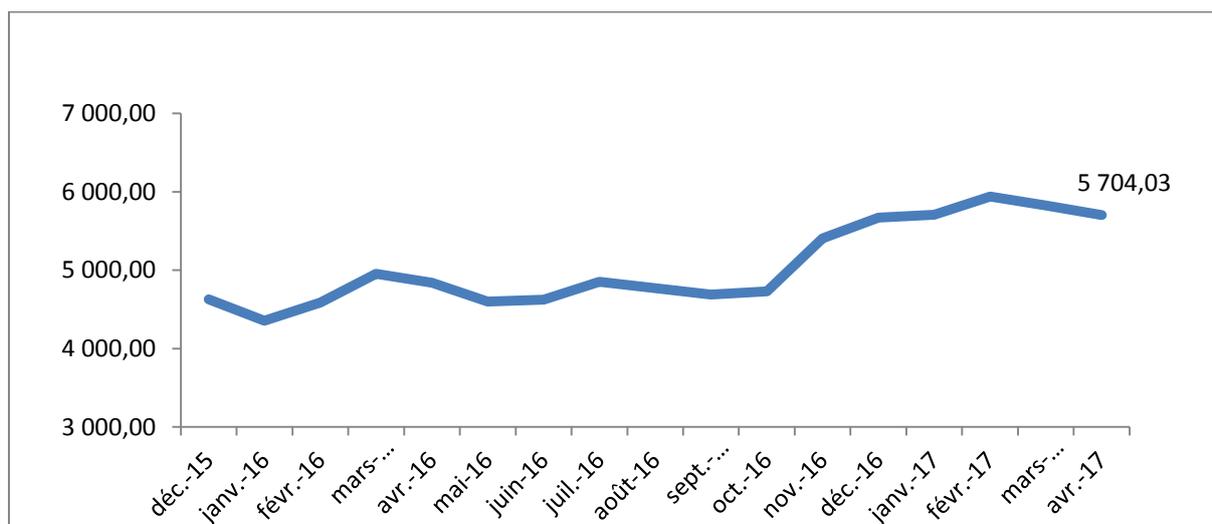
Source : BCC sur base des données de « Les Echos »

La reprise du cours de pétrole depuis le dernier trimestre 2016, a été influencée principalement par la réduction de la production des pays membres de l'OPEP pour limiter l'offre mondiale bien qu'un retournement de tendances ait été observé à la fin du premier trimestre de l'année en cours. En effet, par rapport à son prix moyen mensuel de décembre 2016, le baril du pétrole (Brent) a légèrement reculé de 1,78 %.

#### ✓ Cuivre

En avril 2017, le cours du cuivre s'est fixé en moyenne à 5.704,03 USD la tonne contre 4.840,93 USD à la période correspondante de 2016, soit une hausse de 17,8 %, sur fond notamment d'investissements massifs dans les infrastructures prévus en Chine et aux Etats-Unis, deux grands importateurs mondiaux.

**Graphique 3 : Evolution du cours moyen du cuivre 2016-2017**



Source : BCC sur base des données de « Les Echos »

Cependant, par rapport à la situation de décembre 2016, il s'observe une légère hausse de 0,61 %.

### ➤ Or et Cobalt

Au cours de la période sous revue, les cours de l'or et du cobalt se sont fixés respectivement à 1.269,89 USD l'once et 54.194,26 USD la tonne, soit des accroissements de 10,28 % et 85,69 % par rapport à leurs prix de décembre dernier. La progression du cours de l'or est due notamment à une légère baisse du dollar américain tandis que celui du cobalt tient à une forte demande de l'industrie automobile hybride.

## I.2.2 Produits agricoles

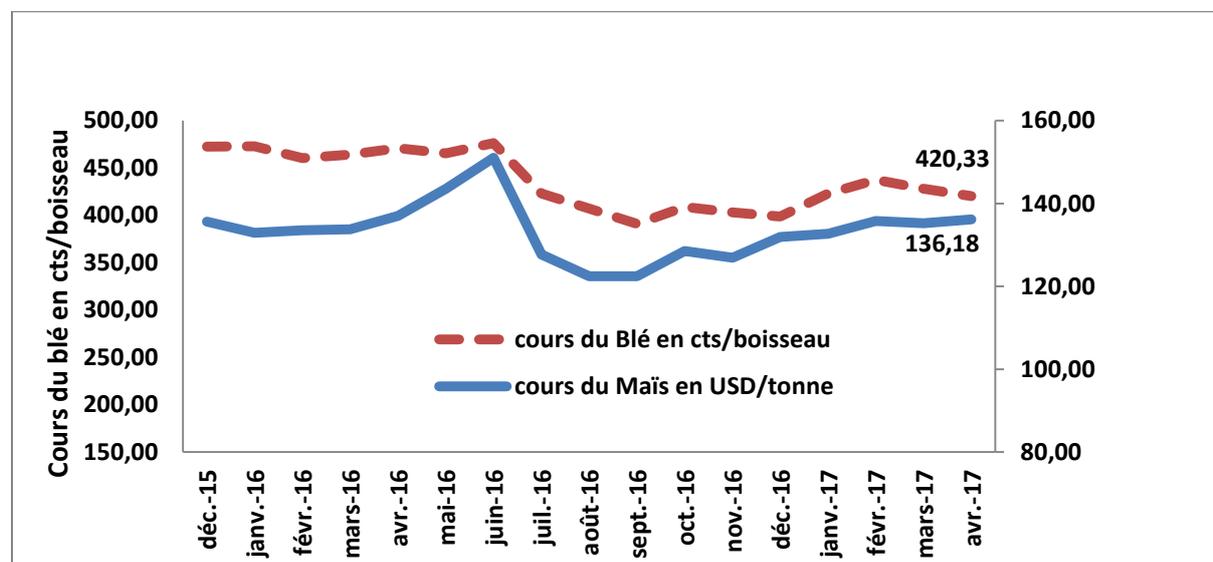
Au mois d'avril 2017, les cours du blé et du maïs ont connu des hausses sur le marché de Chicago. Ainsi, en moyenne, le prix du blé s'est établi à 420,33 Cts/boisseau et celui du maïs à 136,18 USD la tonne.

Tableau 2 : Cours moyens des principaux produits agricoles

	déc-15	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17
<b>Riz Chicago Cts/lb</b>	11,12	9,57	9,68	9,44	9,65	9,89
<i>variation annuelle (en %)</i>	3,91	0,31	1,11	-1,38	0,80	3,30
<b>Blé Chicago cts/boisseau</b>	472,63	398,78	423,06	437,61	428,06	420,33
<i>variation annuelle (en %)</i>	-6,77	-1,05	6,09	9,74	7,34	5,40
<b>Maïs Chicago \$/tonne</b>	135,65	122,96	132,72	135,73	135,21	136,18
<i>variation annuelle(en %)</i>	-3,66	-3,13	7,94	10,39	9,97	10,75

Source : BCC sur base des données de « Les Echos »

Graphique 4 : Evolution des cours moyens du blé et du maïs 2016-2017



Source : Banque Centrale du Congo sur base des données des Echos

Rapprochés à la situation de décembre 2016, il s'observe des progressions des cours du blé et du maïs respectivement de 5,40 % et 10,75 %, dues notamment aux incertitudes météorologiques dans des zones de production.

### I.2.3. Cours de change euro/dollar

A fin avril 2017, la parité euro dollar s'est établie à 1,089 contre 1,144 à la période correspondante de l'année 2016, soit une appréciation du dollar américain correspondant à une dépréciation de l'euro de 5 %.

**Tableau 3 : Parité euro dollar**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Taux moyen
2016	1,0839	1,0879	1,1399	1,1440	1,1168	1,1119	1,1171	1,1133	1,1218	1,0946	1,0602	1,0455	1,0540
2017	1,0757	1,0600	1,0677	1,089									1,073

Source: [forex.tradingsat.com/cours-euro-dollar-](http://forex.tradingsat.com/cours-euro-dollar-)

**Pour mémoire**

- Le cours euro dollar lors du lancement de l'euro le 04 janvier 1999 : 1,1680 USD.
- Le niveau le plus bas du cours de l'euro dollar depuis le lancement de l'euro : 0,8252 USD (le 26 octobre 2000).
- Le niveau le plus élevé du cours de l'euro dollar depuis le lancement de l'euro : 1,6038 USD (le 15 juillet 2008).

## II. CONTEXTE INTERIEUR

### II.1. VUE D'ENSEMBLE

Le contexte économique intérieur, à fin avril 2017, reste principalement marqué par la persistance de l'instabilité macroéconomique, attestée notamment par la poursuite des tensions tant sur le marché des biens et services que sur celui des changes.

Ainsi, initialement prévue à 4,9 % en 2017, les estimations de la croissance économique, sur base des réalisations de la production à fin mars 2017, effectuées par la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), situeraient le niveau d'activité à 3,1 %, soit une perte de croissance de 1,8 point. Cependant, rapproché au taux de croissance économique de 2016, situé à 2,4 %, il apparaît une timide reprise de la croissance en 2017, impulsée principalement par le secteur primaire.

Sur le marché des biens et services, l'inflation s'est située à 9,17 % en cumul annuel contre 0,49 % à la période correspondante de l'année passée. Dans ce contexte, le taux d'inflation en glissement annuel se situe à 20,85 % contre un objectif de 7 % à fin décembre 2017.

Le cumul des opérations financières de l'Etat à fin avril 2017 présente un excédent nominal de CDF 18,6 milliards, lié principalement à l'ajustement budgétaire dans un contexte de tarissement des recettes, contre un déficit programmé de 66,3 milliards.

Quant au marché des changes, il a été marqué par la poursuite de la dépréciation du franc congolais dans ses deux compartiments. En effet, en référence à fin décembre 2016, la monnaie nationale s'est dépréciée respectivement de 13,54 % à l'indicatif et de 9,96 % au parallèle. Les taux indicatif et parallèle moyen se sont fixés respectivement à 1.405,89 CDF et 1.409,50 CDF le dollar américain. En glissement annuel, le marché des changes a renseigné des dépréciations respectives de 32,46 % et 30,59 % à l'indicatif et au parallèle.

En ce qui concerne le budget en devises, son exécution à fin avril s'est soldée par un déficit cumulé annuel de 107,36 millions de USD, amenuisant ainsi les réserves de change à 738,08 millions de USD, soit 3,24 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres.

Au plan monétaire, la conduite de la politique monétaire à fin avril 2017 a été menée dans un environnement caractérisé par la monétisation des déficits publics infra-mensuels. A cet effet, la politique monétaire a été orientée dans le sens de son durcissement. En effet, le taux directeur a été revu à la hausse.

Aussi, la dépréciation de la monnaie nationale observée en 2016 s'est poursuivie à fin avril 2017, ou il est noté une dépréciation annuelle de 13,54 % à l'indicatif. Les perspectives y relatives permettent de tableer sur trois scénarii suivant lesquelles la monnaie nationale pourrait se déprécier dans une fourchette de 28,02 % à 47,78 %, contre une dépréciation de 23,91 % en 2016.

## II.2. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

### II.2.1 SECTEUR REEL

#### II.2.1.1 Croissance économique

Les estimations de la croissance économique effectuées, sur base des réalisations de la production à fin mars 2017, par la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN) renseignent un relèvement de l'activité économique en 2017. En effet, la croissance du PIB réel s'établirait à 3,1 % contre une réalisation de 2,4 % en 2016 et une prévision initiale de 4,9 %. Bien qu'en recul par rapport aux prévisions, ce relèvement timide de la croissance serait imputable principalement à la reprise observée dans la branche extraction, sous l'impulsion du redressement des cours des matières premières.

##### a. Approche par la production

Selon cette approche, l'activité économique serait soutenue en premier lieu par le secteur primaire avec une contribution à la croissance de 2,14 points, suivis des secteurs tertiaire et secondaire respectivement pour 0,82 point et 0,1 point.

La reprise dans le secteur primaire serait principalement expliquée par la branche « Extraction » avec une contribution de 1,7 point à la croissance venant de - 0,2 point, suite à l'amélioration de la production des principaux produits miniers, dopée par l'évolution favorable des cours des matières premières. Quant à la branche « agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche », sa contribution devrait demeurer inchangée à 0,5 point.

Pour ce qui est du secteur tertiaire, sa contribution à la croissance s'établirait à 0,82 point en raison essentiellement de la bonne tenue des activités de transports et télécommunications ainsi que du commerce de gros et de détail, dont les contributions à la croissance s'établiraient respectivement à 0,3 point.

S'agissant du secteur secondaire, une contribution marginale de 0,1 point à la croissance économique serait attendue en 2017, du fait de la contre-performance des activités de BTP (-0,5 point), confrontée notamment à la faiblesse des dépenses publiques en capital.

**Tableau 4 : Evolution du PIB (en milliard de CDF constant) et de ses composantes selon l'approche par la valeur ajoutée**

BRANCHES D'ACTIVITES	2015	2016	fin mars 2017	2016		2017	
				variatio en %	contributio en point	variatio en %	contributio en point de
<b>Secteur primaire</b>	<b>4 564,2</b>	<b>4 603,7</b>	<b>4 840,3</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,37</b>	<b>5,1%</b>	<b>2,14</b>
Agriculture, foret, élevage, chass	1 780,0	1 838,0	1 889,5	3,3%	0,54	2,8%	0,47
Agriculture	1 699,1	1 751,8	1 806,0	3,1%	0,49	3,1%	0,49
vivrière	1 673,6	1 724,8	1 777,7	3,1%	0,48	3,1%	0,48
rente	25,6	27,0	28,3	5,7%	0,01	4,7%	0,01
sylviculture	77,8	83,0	80,3	6,7%	0,05	-3,3%	-0,03
élevage, peche et chasse	3,1	3,2	3,3	3,0%	0,00	3,0%	0,00
Extraction	2 784,1	2 765,6	2 950,8	-0,7%	-0,17	6,7%	1,68
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1 672,8</b>	<b>1 713,4</b>	<b>1 724,8</b>	<b>2,4%</b>	<b>0,38</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,10</b>
Industries manufacturières	1 237,9	1 344,9	1 392,9	8,6%	0,99	3,6%	0,44
Industries alimentaires,boissons	1 044,7	1 142,1	1 174,2	9,3%	0,90	2,8%	0,29
Autres industries manufacturièr	193,1	202,7	218,8	5,0%	0,09	7,9%	0,15
Electricité, gaz, vapeur et eau	64,7	70,8	85,3	9,3%	0,06	20,5%	0,13
Bâtiment et travaux publics	370,2	297,7	246,6	-19,6%	-0,67	-17,2%	-0,46
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4 232,9</b>	<b>4 421,3</b>	<b>4 509,1</b>	<b>4,5%</b>	<b>1,75</b>	<b>2,0%</b>	<b>0,79</b>
Transports et Télécommunicatio	1 339,1	1 386,1	1 423,7	3,5%	0,44	2,7%	0,34
Transports	761,9	809,5	838,5	6,3%	0,44	3,6%	0,26
Télécommunications	577,2	576,6	585,2	-0,1%	-0,01	1,5%	0,08
Commerce	1 569,0	1 669,7	1 700,9	6,4%	0,93	1,9%	0,28
Autres services hors adm. public	997,4	1 028,1	1 053,2	3,1%	0,28	2,4%	0,23
Banques et assurances	145,7	156,8	162,0	7,6%	0,10	3,3%	0,05
Autres services	851,7	871,3	891,2	2,3%	0,18	2,3%	0,18
Services d'administration public	397,1	412,5	408,8	3,9%	0,14	-0,9%	-0,03
Education	11,4	11,8	12,2	4,2%	0,00	2,9%	0,00
santé	1,6	1,7	1,9	6,8%	0,00	6,8%	0,00
Autres services non marchand	384,1	398,9	394,8	3,9%	0,14	-1,0%	-0,04
SIFIM	-69,7	-75,0	-77,5	7,6%	-0,05	3,3%	-0,02
<b>PIB au prix de base</b>	<b>10 469,8</b>	<b>10 738,3</b>	<b>11 074,2</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,49</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,04</b>
Taxes sur les produits	321,1	311,5	314,4	-3,0%	-0,09	0,9%	0,03
<b>PIB aux prix constants du ma</b>	<b>10 790,9</b>	<b>11 049,8</b>	<b>11 388,6</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,4</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1</b>

Source : CESC.N.

## b. Approche par la dépense

Suivant l'approche par l'emploi, la demande globale reste soutenue par la demande intérieure à hauteur de 1,6 point de croissance et la demande extérieure nette pour 1,4 point. Pour ce qui est de la demande intérieure, son apport s'expliquerait principalement par la consommation privée à concurrence de 1,8 point, dans un contexte de baisse des dépenses de consommation publique.

Par ailleurs, la contribution de la demande extérieure nette se situe à 1,4 point, suite principalement à l'accroissement des exportations des produits miniers dont la contribution s'établirait à 1,5 point.

Tableau 5 : Projection de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande (en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)

	2015	2016	mars 2017	2016		fin mars 2017	
				Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
PIB Emplois à prix constants de 2005							
<b>Demande intérieure</b>	<b>12556,8</b>	<b>12664,3</b>	<b>12846,1</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,00</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,64</b>
<b>Consommation</b>	<b>9635,9</b>	<b>9753,5</b>	<b>9940,6</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,09</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,69</b>
Publique	1346,2	1263,5	1255,9	-6,1%	-0,77	-0,6%	-0,07
Privée	8289,7	8490,0	8684,7	2,4%	1,86	2,3%	1,76
<b>Investissements bruts</b>	<b>2920,9</b>	<b>2910,8</b>	<b>2905,5</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-0,09</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,05</b>
FBCF	2920,9	2910,8	2905,5	-0,3%	-0,09	-0,2%	-0,05
Publique	457,2	425,5	371,5	-6,9%	-0,29	-12,7%	-0,49
Privée	2463,7	2485,4	2534,0	0,9%	0,20	2,0%	0,44
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	-	0,00	-	0,00
<b>Demande extérieur nette</b>	<b>-1765,9</b>	<b>-1614,5</b>	<b>-1457,5</b>	<b>-8,6%</b>	<b>1,40</b>	<b>-9,7%</b>	<b>1,42</b>
<b>Exportations de biens et service</b>	<b>3028,3</b>	<b>3001,8</b>	<b>3203,3</b>	<b>-0,9%</b>	<b>-0,25</b>	<b>6,7%</b>	<b>1,82</b>
Exportations des biens	2969,2	2953,3	3143,2	-0,5%	-0,15	6,4%	1,72
Produits miniers	2574,9	2557,8	2729,0	-0,7%	-0,16	6,7%	1,55
Autres produits	394,3	395,5	414,2	0,3%	0,01	4,7%	0,17
Exportations des services	59,1	48,5	60,2	-18,0%	-0,10	24,1%	0,11
<b>Importations de biens et service</b>	<b>4794,2</b>	<b>4616,3</b>	<b>4660,9</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-1,65</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,40</b>
Importations des biens	4028,2	3735,5	3677,2	-7,3%	-2,71	-1,6%	-0,53
Consommations	814,9	1006,2	1006,4	23,5%	1,77	0,0%	0,00
Equipements	1685,8	1715,5	1712,3	1,8%	0,27	-0,2%	-0,03
Intermédiaires	1527,4	1013,9	958,5	-33,6%	-4,76	-5,5%	-0,50
Importations des services	766,1	880,8	983,6	15,0%	1,06	11,7%	0,93
<b>PIB (Emplois)</b>	<b>10790,88</b>	<b>11049,8</b>	<b>11388,6</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,4</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1</b>

Source : CESC.

## II.2.1.1.1. Evolution de l'activité dans les branches de production

### 1. Production minière et des hydrocarbures

Comparativement au premier trimestre de l'année dernière, il s'observe un dynamisme dans les activités minières. En effet, l'indice d'activité de la production minière et des hydrocarbures s'est accru de 23,6 % par rapport à la période correspondante de 2016. Cette solide performance est la résultante d'un maintien à des niveaux favorables des cours sur les marchés internationaux, ainsi que de l'entrée en production de certaines entreprises au plan interne.

#### a. Cuivre et produits dérivés

Les statistiques disponibles sur la production du cuivre de la Gécamines et de ses partenaires renseignent une augmentation de la production de 23,6 %. En effet, la production du cuivre s'est établie à 274.315,6 tonnes à fin mars 2017 contre 221.879,9 tonnes à la même période de 2016.

Concernant la production du cobalt, elle a enregistré une hausse de 28,9 %, se chiffrant à 18.627,6 tonnes contre 14.454,2 tonnes l'année dernière. La production de zinc, quant à elle, s'est accrue de 189,3 %, s'établissant à 4.260,9 tonnes.

La performance observée dans la production du cuivre et de ses dérivés tient aux activités de la SICOMINES et autres entreprises chinoises (Huachin, Luisha Mining et Kambove SAS) récemment entrées en phase de production.

### **b. Diamant**

La production de diamant a connu également une augmentation de 32,4 % à fin mars de l'année en cours, se situant à 5.016,2 milliers de carats contre 3.787,8 milliers à la même période de 2016.

### **c. Or**

La production de l'or s'est améliorée de 12,8 %, s'élevant à 7.795,1 kilos contre 6.912,7 kilos au premier trimestre de l'année 2016. Cette évolution est liée à l'entrée en production de l'un des principaux opérateurs dans cette branche d'activité, œuvrant précisément à Twangiza et Namoya.

### **d. Pétrole brut**

En ce qui concerne le pétrole brut, sa production au premier trimestre est de 1.832,7 milliers de barils, en baisse de 8,9 % par rapport à la même période de 2016. Ce comportement est attribuable à un environnement international défavorable caractérisé par le maintien des prix dudit produit à des niveaux bas.

## **2. Production manufacturière**

A fin mars 2017, les activités de manufactures ont renseigné des évolutions divergentes.

### **a. Ciment**

Au terme du premier trimestre 2017, la production du ciment gris a accusé une amélioration de 35,7 %, s'établissant à 101.861,0 tonnes contre 75.080,0 tonnes à la période correspondante de 2016. Cette situation résulte de l'augmentation de la production locale, grâce notamment à l'entrée en phase de production de la firme CIMKO.

### **b. Farine de froment**

La production de farine de froment, à fin mars 2017, s'est située à 59.970,0 tonnes contre 59.995,0 tonnes en 2016. Elle a enregistré ainsi une régression de 0,04 % par rapport à sa période correspondante de l'année passée.

### **c. Boissons**

S'agissant des boissons alcoolisées et non alcoolisées, leurs productions ont évolué de manière divergente comparativement à l'année antérieure. En effet, le volume des boissons alcoolisées s'est situé à 1.165,0 milliers d'hectolitres contre 1.159,0 milliers en 2016, soit une hausse de 0,5 %.

La production des boissons non alcoolisées a connu une baisse de 4,7 %, affichant un volume de 552,0 milliers d'hectolitres venant de 579,0 milliers à fin mars 2016.

### 3. Production énergétique

#### a. Eau et électricité

A fin mars 2017, les activités de cette branche renseignent d'une part un repli de 2,2 % de production d'eau potable, et d'autre part, une progression de 13,9 pour l'électricité. En effet, le volume de production d'eau s'est situé à 78 881,9 milliers de m<sup>3</sup> contre 80 631,7 milliers à la période correspondante de 2016. Cette baisse est imputable aux difficultés de fonctionnement de cette société au niveau de certaines provinces portant notamment sur la vétusté de ses matériels.

Quant à la production d'électricité, elle s'est établie à 2 321,7 milliers de mwh après s'être situé à 2 038,9 milliers à la période correspondante de 2016. Cette hausse correspond aux efforts conjugués par la Société Nationale d'Electricité en vue d'augmenter la production de l'énergie électrique à travers notamment la remise en service du groupe quatre de la centrale d'Inga2, de la remise en service du groupe 3 de la centrale de la Tshopo, ainsi qu'aux différents travaux de désensablement au niveau desdits sites.

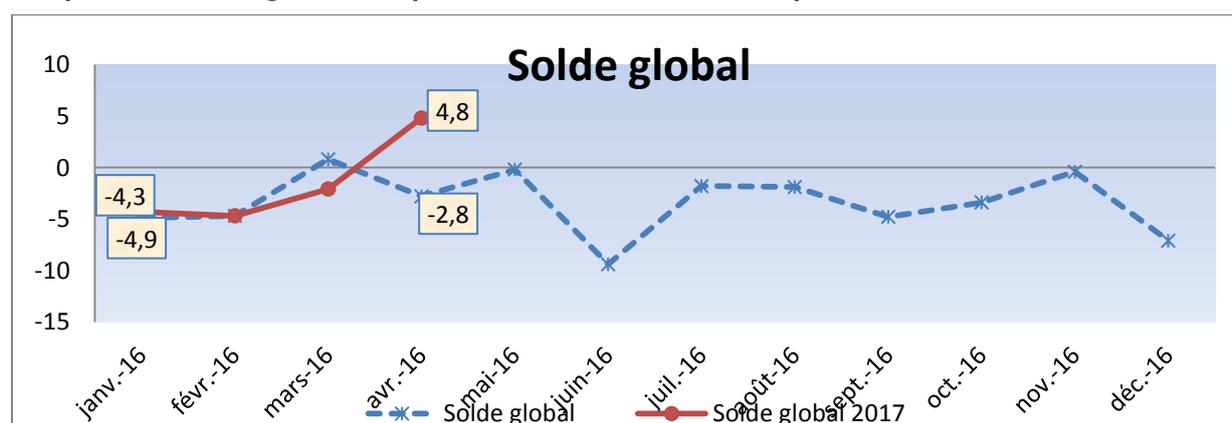
### 4. Production agro-industrielle

Les données disponibles, à fin mars 2017, indiquent globalement une évolution divergente dans l'ensemble des productions agricoles. En effet, les productions de cacao, café, bois sciés et de l'huile de palme ont enregistré des accroissements respectifs de 2,1 %, 12,5 %, 15,8 % et 13,4 %. Par contre, le caoutchouc, l'huile de palmiste et les bois grumes ont vu leurs productions baisser respectivement de 0,9 %, 7,0 % et 4,3 %.

#### II.2.1.1.2 Baromètre de la conjoncture

A fin avril 2017, pour la première fois depuis douze mois, les chefs d'entreprises se sont montrés globalement confiants quant à l'évolution de la conjoncture économique en République Démocratique du Congo.

**Graph. 5 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2016 - 2017**



Source : BCC.

En effet, le solde global de leurs opinions s'est redressé à **+4,8 %**, venant de **-2,9 %** un mois plus tôt. Cet optimisme est lié principalement au comportement favorable des cours mondiaux des produits miniers.

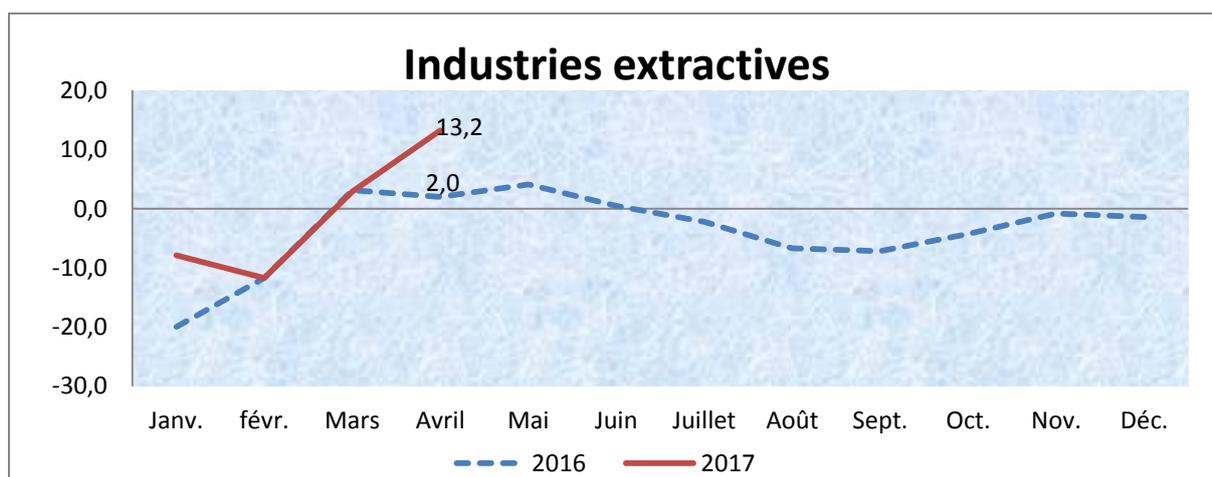
**Tableau 6 : Evolution du solde brut d'opinions en 2016 et 2017**

Secteur	2016												2017			
	Janv.	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	sept.	oct.	Nov.	Déc.	janvier	Février	Mars	Avril
Solde global	-4,9	-4,7	0,8	-2,8	-0,2	-9,4	-1,8	-1,9	-4,8	-3,4	-0,4	-7,1	-4,3	-4,7	-2,1	4,8
Industries manufacturières	8,6	5,3	2,0	3,3	3,9	3,6	11,2	8,1	7,9	9,9	7,6	5,1	-10,0	5,3	7,5	5,0
Electricité et Eau	49,2	39,5	33,3	48,0	25,8	38,1	30,6	24,6	13,3	24,6	28,1	27,1	31,7	39,5	26,7	30,7
Industries extractives	-20,0	-11,7	3,1	2,0	4,1	0,5	-2,2	-6,7	-7,2	-4,3	-0,8	-1,4	-7,9	-11,7	2,9	13,2
Construction	6,6	4,0	4,1	-36,5	-34,9	-39,9	-25,0	-22,9	-33,3	-38,7	-13,6	4,2	-22,6	4,0	-45,7	-29,2
Services	1,6	5,0	-41,7	-32,5	-20,2	-19,2	-10,7	-4,8	-4,1	-5,1	-19,5	-19,1	-9,2	5,0	-57,3	-48,3

Source : BCC.

Les perspectives telles que vues par les chefs d'entreprises à fin avril 2017 se présentent comme suit :

Pour ce qui est des « Industries Extractives », ils espèrent le maintien, sur les trois prochains mois, de la tendance relativement positive qu'affichent actuellement les cours de principales matières premières d'exportation de l'économie congolaise.

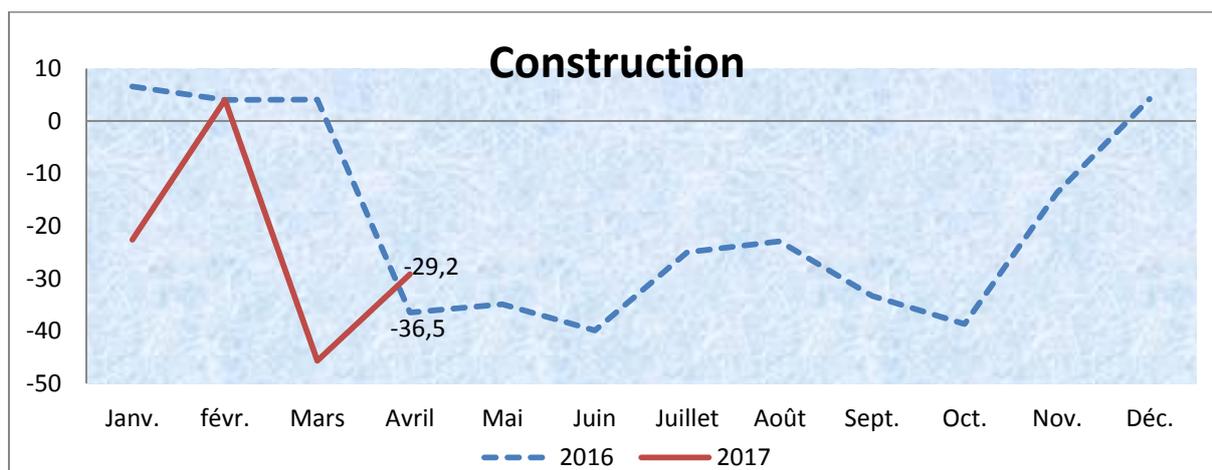
**Graph. 6 : Evolution du solde des Industries minières en 2016 et 2017**

Source : BCC.

Ce regain d'optimisme s'est traduit par un solde d'opinions qui s'est consolidé d'un mois à l'autre, passant de +2,9 % en mars à +13,2 % au cours du mois sous revue.

Par ailleurs, dans les activités de « Construction », les opérateurs économiques demeurent pessimistes, bien que le solde de leurs opinions indique une tendance à l'amélioration par rapport au mois précédent. Ce solde est ressorti à -29,2 % contre - 45,7 % au mois de mars.

Graph. 7 : Evolution du solde du secteur Construction en 2016 et 2017

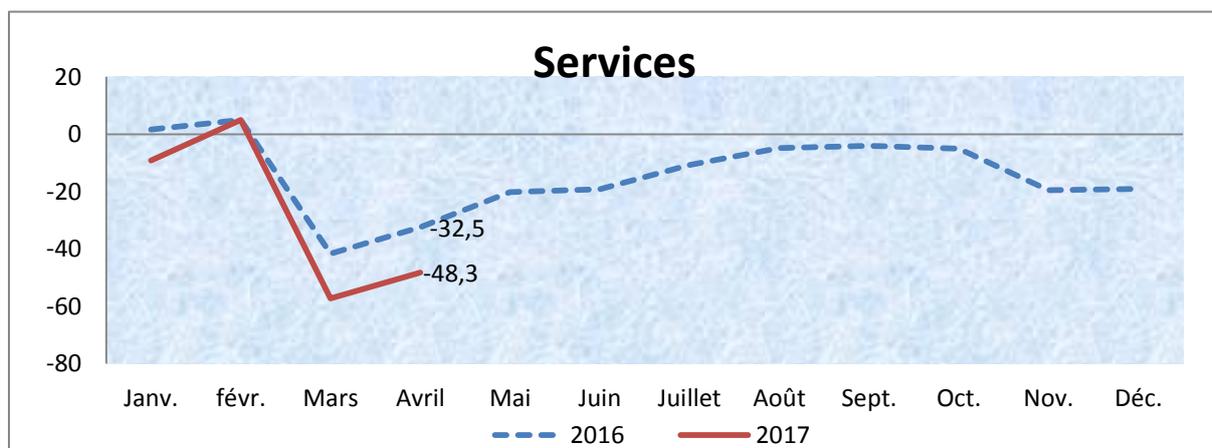


Source : BCC.

Cette situation est consécutive particulièrement à la baisse du rythme de réalisation des travaux d'édification des infrastructures d'intérêt public.

En ce qui concerne les « Services », les participants sont moins confiants, avec un solde qui s'est situé à **-48,3 %** contre **-57,3 %** un mois plus tôt.

Graph.8: Evolution du solde du secteur des Services en 2016 et 2017

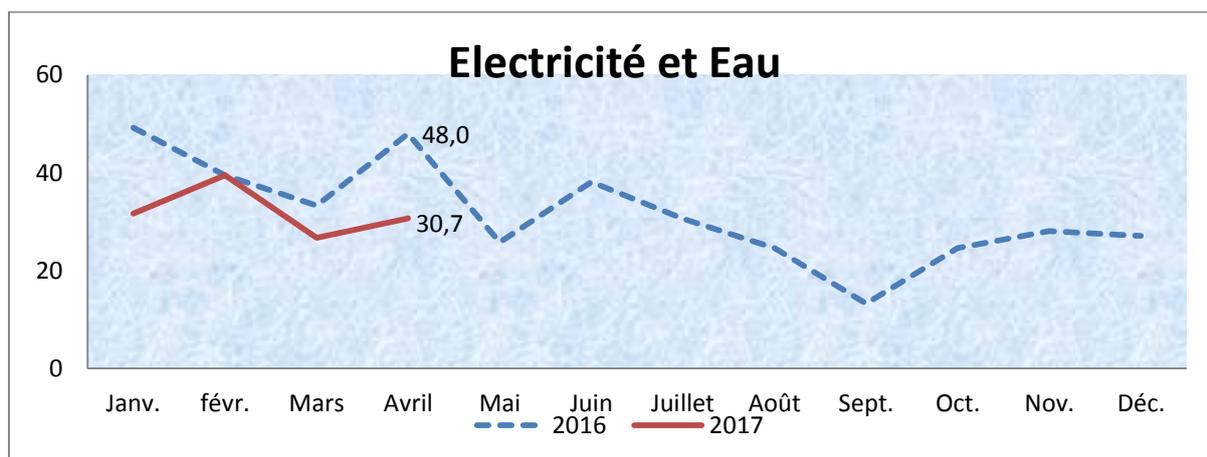


Source : BCC

La persistance de ce pessimisme est attribuable à l'évolution observée dans les sous-branches de l'hôtellerie, de télécommunications, de transports ainsi que des services rendus aux entreprises.

Quant au secteur « Electricité et Eau », le solde brut d'opinions y afférent s'est redressé à **+30,7 %** après avoir régressé à **+26,7 %** un mois auparavant.

Graph. 9 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2016 et 2017



Source : BCC.

Cette situation résulte des efforts conjugués du Gouvernement de la République et de ses partenaires en vue de l'amélioration des conditions de distribution de l'énergie électrique sur les lignes moyenne et basse tensions.

Quant aux « Industries Manufacturières », la confiance des entrepreneurs est restée de mise avec un solde de +5,0 %.

Graph. 10 : Evolution du solde des Industries manufacturières en 2016 et 2017



Source : BCC.

Toutefois, l'optimisme des chefs d'entreprises s'est replié par rapport au mois précédent, pour lequel le solde d'opinions s'était chiffré à +7,5 %. Ce léger recul de la confiance des chefs d'entreprises résulte essentiellement de l'évolution défavorable des activités de fabrication des boissons et des produits chimiques.

## II.2.1.2. Evolution des prix intérieurs

### a. Inflation globale

A fin avril 2017, l'évolution de l'inflation renseigne la poursuite des tensions sur le marché des biens et services. Comparée à sa période correspondante de 2016, il s'observe que le rythme de l'inflation cumulée demeure élevé, soit 9,17 % contre 0,49 %. Gardant la même tendance, l'inflation en glissement a atteint 20,85 % contre un objectif de 7,0 %.

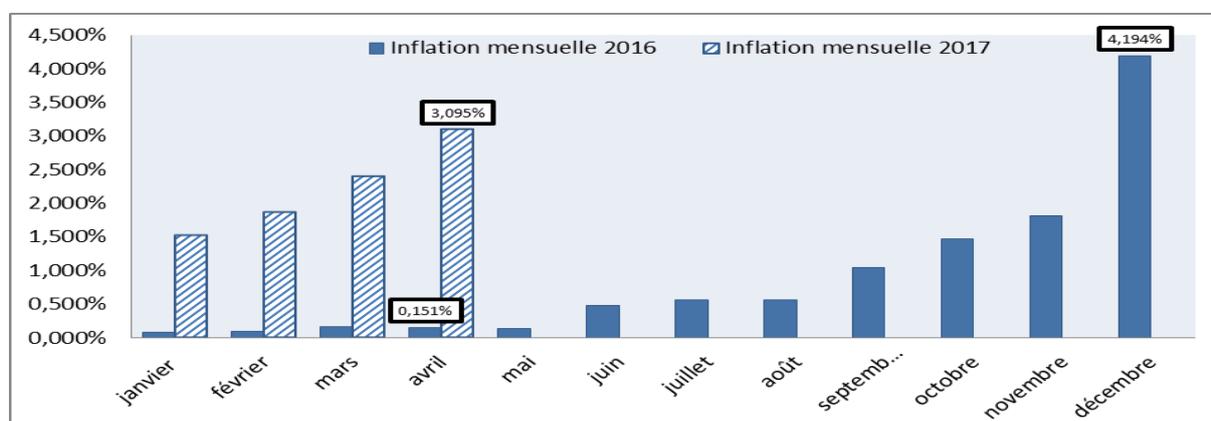
**Tableau 7. Evolution des taux d'inflation mensuels 2016 et 2017**

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Inflation mensuelle 2016	0,079%	0,095%	0,163%	0,151%	0,133%	0,486%	0,564%	0,570%	1,046%	1,471%	1,817%	4,194%
Inflation mensuelle 2017	1,524%	1,862%	2,397%	3,095%								

source : INS

La poussée inflationniste observée aux quatre premiers mois de 2017, contrairement à sa période correspondante de 2016, proviendrait principalement de la dépréciation continue de la monnaie nationale par rapport au dollar américain dans un contexte de déficit structurel de l'offre de la production intérieure.

**Graphique 11 : Evolution des taux d'inflation mensuels 2016 et 2017**



Source : INS

Il importe de relever qu'à la faveur des travaux d'harmonisation entre la BCC et l'INS, il s'est dégagé un taux d'inflation officiel de 23,6 % en 2016.

## II.2.2. FINANCES PUBLIQUES

En l'absence de la loi des Finances 2017, il a été procédé à l'ouverture des crédits provisoires d'un import de 557,9 milliards de CDF par mois jusqu'au vote de ladite Loi de l'année tel que prévu par la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances publiques, notamment en ses articles 31 et 83. Cette situation a conduit aux prévisions minimalistes du Plan de Trésorerie du secteur public (PTR) tant du côté des recettes que des dépenses publiques, entraînant ainsi des dépassements dans leurs réalisations.

Au cours du premier quadrimestre 2017, l'exécution du Plan de trésorerie du secteur public, intégrant l'amortissement de la dette, s'est clôturée par un excédent de 18,6 milliards de CDF contre un déficit programmé de 66,3 milliards.

**Tableau 8 : Situation mensuelle des opérations du Trésor à fin avril  
2016 et 2017  
(en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	CUMUL AVRIL 2016	CUMUL AVRIL 2017			VARIATION 2017/2016
		Program.	Réalisation	Exéc.en %	
Total revenus et dons	1 212,2	1 119,0	1 290,8	115,4	6,5
Total dépenses (hors amort.)	1 283,5	1 163,6	1 255,1	107,9	- 2,2
Amortissement de la dette	15,9	21,7	17,1	78,8	7,6
Solde général (hors Amort.)	- 71,3	- 44,6	35,7	- 80,1	150,1
Solde intégrant l'amort.	- 87,2	- 66,3	18,6	- 28,0	121,3

Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

Rapproché à son déficit de 87,2 milliards de CDF de la période correspondante de 2016, ce solde s'est amélioré de 105,8 milliards d'une année à l'autre. Il importe de relever que, en fin de période, tous les quatre premiers mois de l'année en cours ont enregistré de légers excédents.

### II.2.2.1. Recettes publiques

Aux quatre premiers mois de l'année sous revue, les recettes publiques se sont situées à 1.290,8 milliards de CDF contre une programmation de 1.119,0 milliards, accusant une plus-value en réalisation de 15,4 %. Par ailleurs, comparé au niveau des recettes mobilisées à la période correspondante de 2016, il s'observe un accroissement nominal de 6,5 %.

Quoiqu'en progression, les recettes mobilisées en valeur réelle sont inférieures à celles recouvrées à la même période de 2016, eu égard à la dépréciation de la monnaie nationale face au dollar américain.

La réalisation de recettes par poste renseigne des plus-values dans toutes les rubriques, comparées à leurs assignations à fin avril 2017. Les taux de mobilisation par régie financière ont été de 110,9 %, 113,0 % et 129,4 % respectivement pour la DGDA, la DGI et la DGRAD. Quant aux recettes provenant des « Pétroliers producteurs » ainsi que celles de la rubrique « Dons et autres », elles ont enregistré des dépassements de 13,8 % et 79,8 %.

**Tableau 9 : Recettes publiques (en milliards de CDF)**

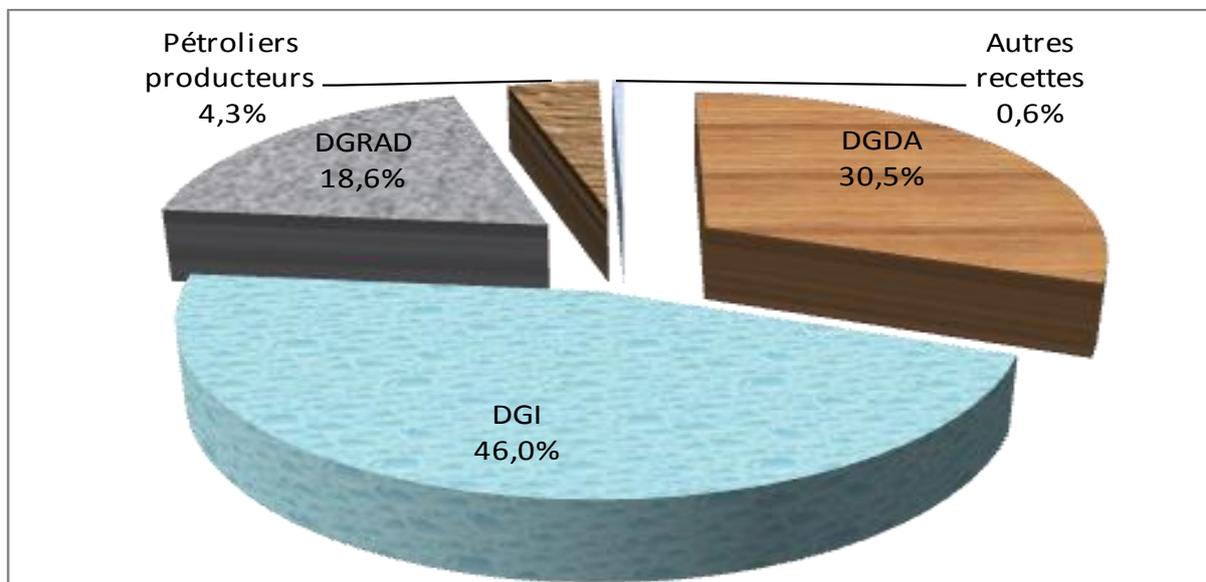
RUBRIQUES	CUMUL AVRIL 2016	CUMUL AVRIL 2017			VARIATION (en %)	
		Program.	Réalisation	Exéc.en %	2017/2016	
Douanes et accises (DGDA)	472,2	355,3	393,9	110,9	-	16,6
Impôts directs et indirect (DGI)	511,8	524,7	593,2	113,0		15,9
Recettes non fiscales (DGRAD)	185,2	186,0	240,8	129,4		30,0
Pétroliers Producteurs	18,6	49,0	55,7	113,8		200,4
Dons et autres	24,4	4,0	7,2	179,8	-	70,6
<b>RECETTES TOT. ET DONNS</b>	<b>1 212,2</b>	<b>1 119,0</b>	<b>1 290,8</b>	<b>115,4</b>		<b>6,5</b>

Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

Au cours de la même période, la structure des ressources mobilisées a été caractérisée par la prépondérance des recettes fiscales, provenant de la DGI et de la DGDA, chiffrées à 987,1 milliards de CDF.

Les contributions de la DGI et de la DGDA ont été respectivement de 46,0 % et 30,5 % de l'ensemble des recettes. S'agissant des recettes non fiscales sous l'encadrement de la DGRAD, elles se sont établies à 240,8 milliards de CDF, soit 18,6 % de l'enveloppe totale.

Les rubriques « pétroliers producteurs » et « autres recettes » ont, quant à elles, contribué respectivement à hauteur de 4,3 % et 0,6 %.

**Graphique 12 : Structure des recettes à fin avril 2017**

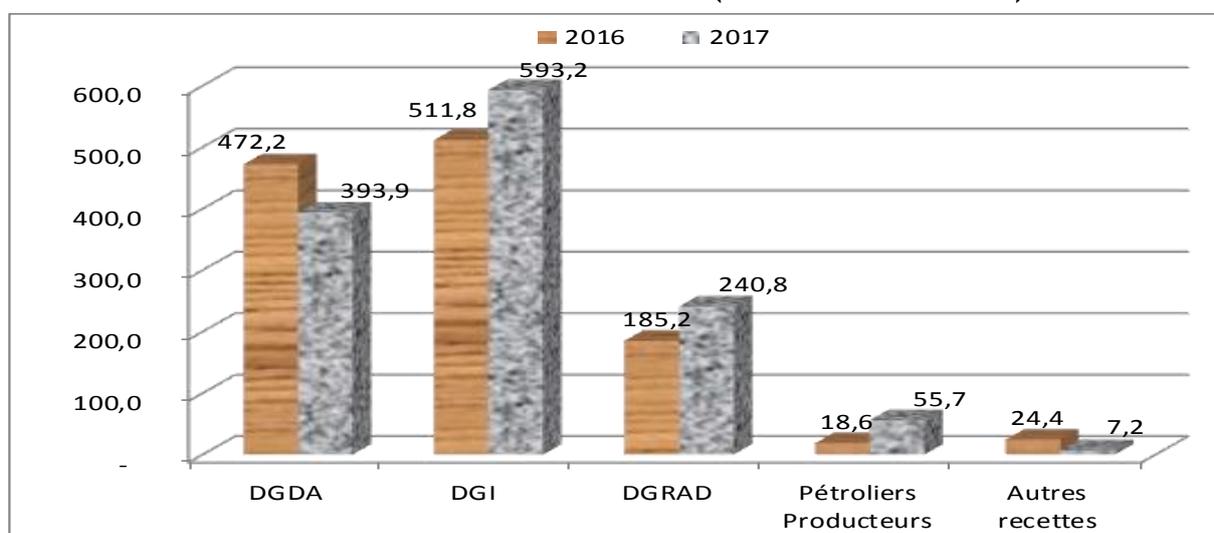
Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

Comparativement à la période correspondante de l'année passée, toutes les rubriques, à l'exception de la « DGDA » et « Autres recettes », ont connu des améliorations au premier quadrimestre de l'année en cours.

En effet, la DGI et la DGRAD ont réalisé des accroissements respectifs de 15,9 % et de 30,0 % alors que les recettes de la DGDA se sont repliées de 16,6 % à la suite principalement de la suspension de la perception de la TVA remboursable. Les recettes des « Pétroliers producteurs » ont, pour leur part, réalisé une augmentation remarquable de 200,4 % suite notamment à l'effet taux de change et à la reprise des cours sur les marchés mondiaux.

Quant à la rubrique « Dons et Autres », elle a connu une forte baisse de 70,6 %. Le niveau élevé de cette rubrique à la période correspondante de 2016 est expliqué par le transfert effectué par la BAD au profit de la RDC, au titre de l'extourne d'un trop perçu, dont la contrevaletur en CDF s'élevait à 21,4 milliards.

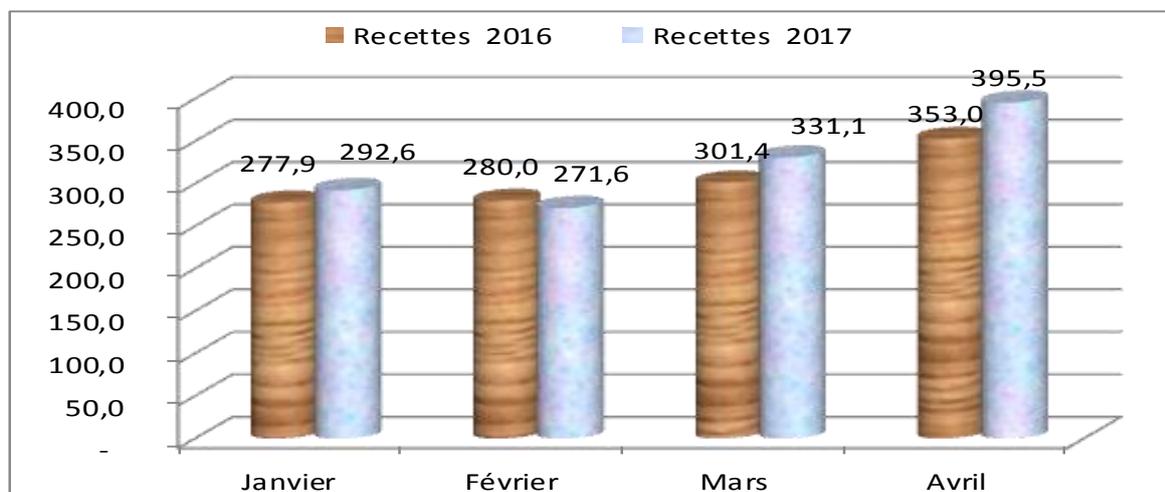
**Graphique13 : Ventilation des recettes publiques par provenance à fin avril 2016 et 2017 (en milliards de CDF)**



Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

L'analyse en termes mensuels de la période sous revue indique que les recettes collectées ont été caractérisées par des améliorations comparativement à la période correspondante de l'année 2016, excepté au mois de février. En effet, les recettes des mois de janvier, mars et avril ont connu des accroissements respectifs de 5,3 %, 9,8 % et de 12,1 % alors qu'elles ont enregistré un repli de 3,0 % en février.

**Graphique 14 : Evolution mensuelle des recettes publiques au premier quadrimestre 2016 et 2017 (en milliards de CDF)**



Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

#### II.2.2.2. Dépenses publiques

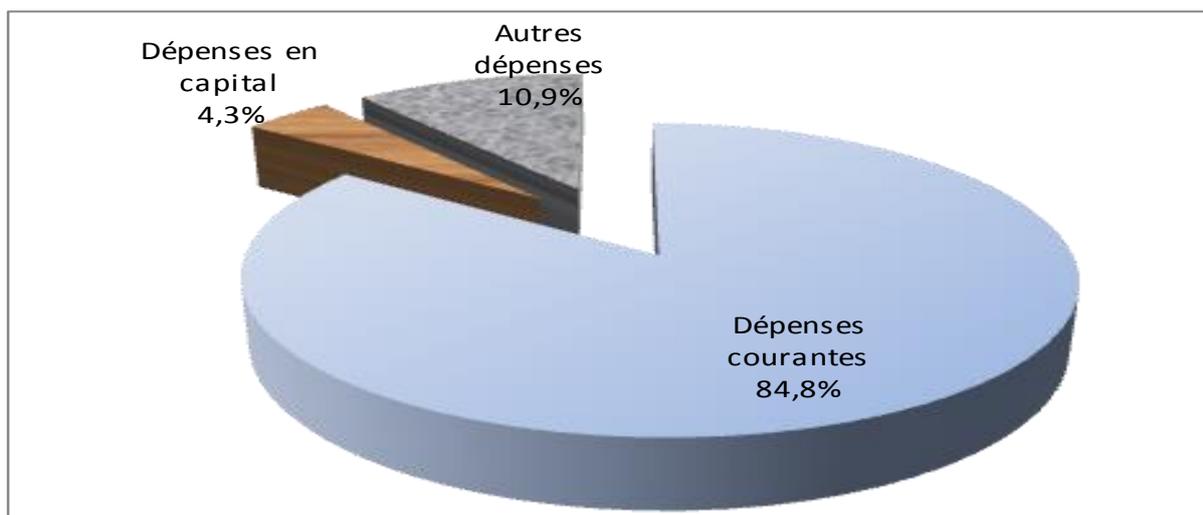
Les dépenses publiques, en cumul annuel à fin avril, hors amortissement de la dette, se sont établies à 1.255,1 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 107,9 % rapportées à leur programmation. Comparativement à leur niveau de l'an dernier, à la même période, elles ont connu une baisse de 2,2 %.

**Tableau 10 : Dépenses de l'Etat en 2016 et 2017 (en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	CUMUL AVRIL 2016	CUMUL AVRIL 2017			VARIATION 2017/2016
		Program.	Réalisation	Exéc.en %	
Dépenses courantes	1 172,7	961,8	1 063,9	110,6	- 9,3
*Intérêt sur la dette	29,4	41,2	37,3	90,5	27,0
- dont dette extérieure	5,7	10,5	5,4	51,9	- 3,6
Dépenses en capital	67,7	23,5	53,7	228,9	- 20,7
Autres dépenses	43,2	178,4	137,5	77,1	218,5
<b>Total dépenses (hors amort.)</b>	<b>1 283,5</b>	<b>1 163,6</b>	<b>1 255,1</b>	<b>107,9</b>	<b>- 2,2</b>

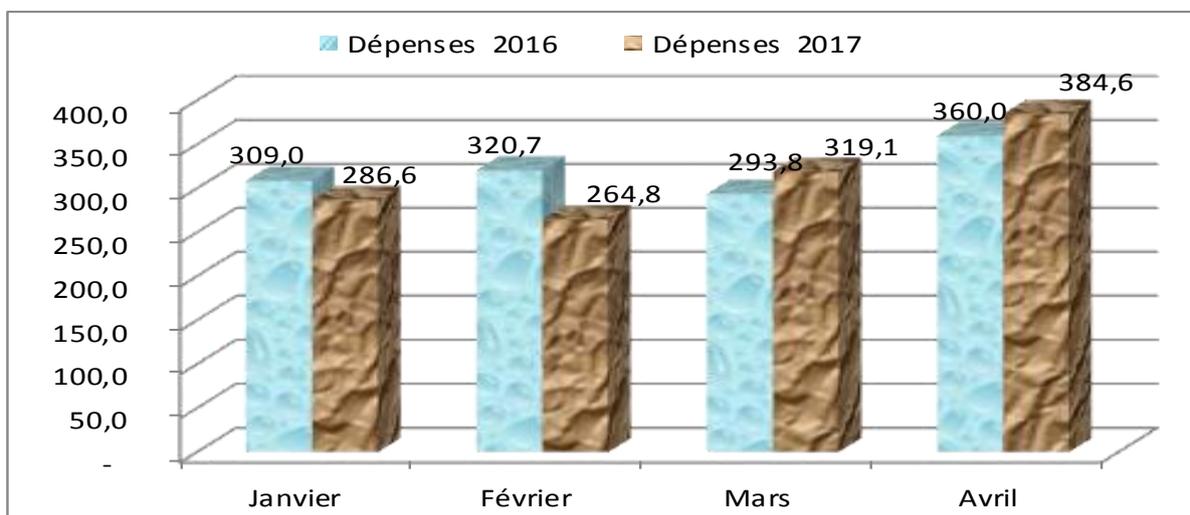
Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

L'analyse de la structure des dépenses, hors amortissement, laisse apparaître une prédominance des dépenses courantes qui ont représenté 84,8 %, dont une part de 61,2 % a été allouée à la rémunération alors que les dépenses en capital n'ont représenté que 4,3 % de l'ensemble. Quant aux « Autres dépenses », elles ont représenté 10,9 % de l'ensemble des dépenses dont une part de 54,1 % a été consacrée à la CENI.

**Graphique 15 : Structure des dépenses**

Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

En dépit de la baisse de dépenses publiques, hors amortissement, au premier quadrimestre de l'année en cours, comparativement à la même période de 2016, ces dernières ont connu des évolutions mensuelles divergentes. En effet, aux deux premiers mois de l'année, elles ont régressé respectivement de 7,2 % et de 17,4 % par rapport à leurs niveaux de la période correspondante de l'année passée. Par contre, les dépenses exécutées aux mois de mars et d'avril ont connu de hausses respectives de 8,6 % et de 6,8 % par rapport à la même période.

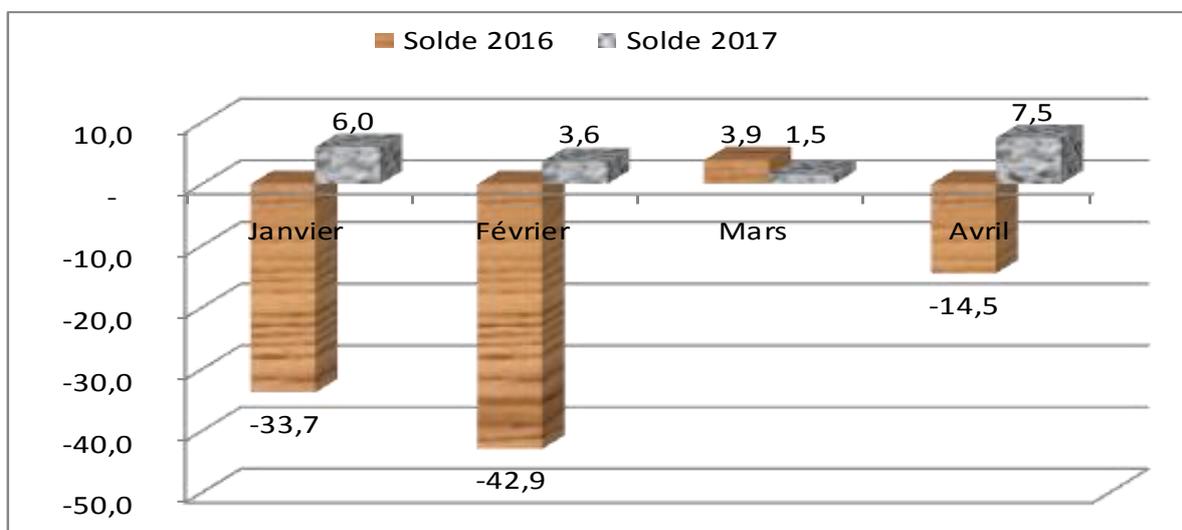
**Graphique 16 : Evolution mensuelle comparée des dépenses publiques en 2016 et 2017 (en milliards de CDF)**

Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

En outre, les opérations financières de l'Etat, intégrant l'amortissement de la dette, se sont soldées par de légers excédents mensuels durant tout le premier quadrimestre de l'année en cours. En effet, ces soldes ont été de 6,0 milliards de CDF, 3,6 milliards, 1,5 milliard et de 7,5 milliards respectivement pour les mois de janvier, février, mars et avril. Il importe de préciser qu'au premier quadrimestre

2016, à l'exception du mois de mars qui s'est soldé par un excédent, tous les autres mois ont enregistré des déficits.

**Graphique 17: Evolution des soldes mensuels du Trésor aux premiers quadrimestres (en milliards en CDF)**



Source : BCC sur base des statistiques du PTR du secteur public produites par la DTO/Ministère des Finances

Par ailleurs, les excédents budgétaires réalisés au premier quadrimestre consécutif au bon comportement de recettes publiques comparativement à la période correspondante de 2016, contrastent cependant avec la réalité. En effet, en considérant les recettes et dépenses de l'Etat au regard du niveau de la dépréciation de la monnaie nationale, il se dégage que la situation du Trésor demeure préoccupante comme le montre le tableau ci-après.

**Tableau 11 : Recettes et dépenses publiques mensuelles moyennes au 1<sup>er</sup> Quadrimestre (en millions de CDF et USD)**

RUBRIQUES	2016	2017	VAR. EN %
<b>RECETTES</b>	303 055	322 698	6,5
<b>DEPENSES</b>	324 862	318 056	- 2,1
<b>SOLDES</b>	- 21 806	4 642	121,3
<b>(*) Taux de change moyen</b>	935,4	1 322,3	- 29,3
<b>RECETTES (en USD)</b>	324,0	244,0	- 24,7
<b>DEPENSES (en USD)</b>	347,3	240,5	- 30,7
<b>SOLDES (en USD)</b>	- 23,3	3,5	115,1

Source : BCC et Min. Fin. (DTO)

(\*) en CDF pour 1 USD

Bien que les recettes moyennes mensuelles au premier quadrimestre 2017 aient augmenté de 6,5 % en franc congolais comparativement au premier quadrimestre 2016, en dollar américain, elles ont baissé de 24,7 %.

### II.2.2.3 Evolution du plan de trésorerie de la Banque Centrale du Congo

Au premier quadrimestre 2017, l'exécution du plan de trésorerie de la BCC s'est soldée par un léger excédent de 32,0 millions de CDF, découlant des encaissements de 78,129 milliards et des décaissements de 78,098 milliards.

Rapportés à leurs programmations, les encaissements et les décaissements ont connu un dépassement de 35,6 % chacun. Comparativement à la même période de l'année passée, il s'observe des accroissements respectifs de 39,2 % et 35,8 %.

**Tableau 13 : Plan de trésorerie de la BCC en 2016 et 2017**  
(en milliards de CDF)

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL FIN AVRIL 2016			CUMUL ANNUEL FIN AVRIL 2017			VARIATION EN % 2017/2016
	PROGRAM.	EXECUTION	TAUX D'EXEC. En %	PROGRAM.	EXECUTION	TAUX D'EXEC. En %	
ENCAISSEMENTS	55,045	56,140	102,0	57,615	78,129	135,6	39,2
DECAISSEMENTS	55,045	57,523	104,5	57,615	78,098	135,6	35,8
RESULTAT	-	- 1,382		-	0,032		102,3

Source : BCC

De janvier à avril 2017, l'exécution du plan de trésorerie de la BCC a dégagé des soldes légèrement excédentaires de 7,3 millions de CDF, 9,5 millions, 10,2 millions et 4,7 millions.

**Tableau 14 : Evolution mensuelle des soldes des opérations financières de la BCC (en millions de CDF)**

Périodes	Janvier	Février	Mars	Avril
Solde 2017	7,3	9,5	10,2	4,7

Source : BCC

Dans un contexte d'amenuisement des recettes, cette situation résulte en grande partie des efforts de rationalisation des dépenses par la Haute Direction de la Banque Centrale.

## II.2.3 SECTEUR EXTERIEUR

### II.2.3.1. Balance des paiements

En 2016, la balance des paiements de la RDC s'est davantage détériorée affichant un solde négatif de 1,3 % du PIB contre celui de 0,7 % observé en 2015. La contraction du solde du compte du capital et des opérations financières est à la base de cette situation. Le déficit a été financé par les réserves de change de la République. Au premier trimestre 2017 le solde global provisoire de la balance des paiements affiche un excédent de 29,4 millions de USD. Il importe de relever que cet excédent résulte également de l'atténuation des déficits de différentes composantes de la balance courante qui demeure cependant négative.

**Tableau 15: Soldes de la balance des paiements (en millions de USD)**

	2015	2016	Var (en %)	T1 2017
Balance commerciale	- 289,8	- 228,5	- 21,2	- 40,8
Balance des services	- 2 018,3	- 1 685,0	- 16,5	- 509,9
Balance des revenus	- 1 080,5	- 743,8	- 31,2	- 200,7
Balance des transferts courants	1 904,9	1 323,2	- 30,5	335,8
Compte courant	- 1 483,8	- 1 334,1	- 10,1	- 415,6
Compte de capital et opérations financières	1 513,8	897,4	- 40,7	382,0
Erreurs et omissions	- 283,2	- 64,4	- 77,3	62,9
Solde global	- 253,2	- 501,1	97,9	29,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Le solde du compte courant accuse un déficit de 1.334,1 millions en 2016, soit 3,6 % du PIB, en léger recul comparativement à celui de 1.483,2 millions de USD, soit 3,9 % du PIB, observé en 2015. Cette même tendance est observée au premier trimestre 2017, où l'amélioration du solde courant le situe à -415,5 millions de USD venant de -1.334,5 millions à fin 2016. Cette réduction du déficit découle de l'amélioration des soldes de toutes les composantes de ce compte à l'exception du solde du compte des transferts courants qui a été affecté par la forte baisse des transferts publics et privés.

Le déficit de la balance commerciale en 2016, soit 228,5 millions de USD, découle des exportations de 9.979,9 millions de USD et des importations de 10.208,4 millions. La réduction de ce déficit de 21,2 % est justifiée par le bon comportement des cours de certains produits exportés par la RDC sur le marché international.

### II.2.3.2 Le marché des changes

A fin avril 2017, le marché des changes a été marqué par la poursuite de la dépréciation du taux de change dans ses deux compartiments. En effet, par rapport à fin décembre 2016, la monnaie nationale s'est dépréciée de 13,54 % à l'indicatif et de 9,96 % au parallèle. Les taux indicatif et parallèle moyen se sont fixés respectivement à 1.405,89 CDF et 1.409,50 CDF le dollar américain.

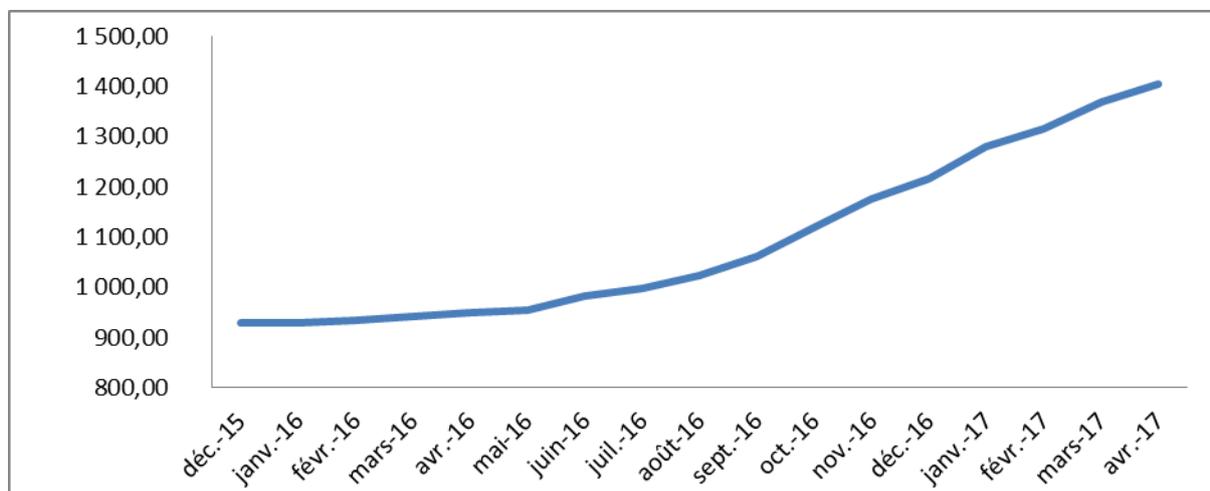
**Tableau 16 : Evolution des cours indicatif et parallèle en 2017**

	Taux de change CDF/USD				Variation mensuelle en %				Var. en % par rapport à fin avril 2016			
	Indicatif	Parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
avr.-16	949,49	975,00	981,67	978,33	- 0,83	- 2,44	- 1,63	- 2,03	-	-	-	-
mai-16	954,95	981,60	991,67	986,63	- 0,57	- 0,67	- 1,01	- 0,84	- 0,57	- 0,67	- 1,01	- 0,84
juin-16	983,76	1 014,00	1 050,00	1 032,00	- 2,93	- 3,20	- 5,56	- 4,40	- 3,48	- 3,85	- 6,51	- 5,20
juil.-16	997,17	1 058,40	1 073,33	1 065,87	- 1,34	- 4,20	- 2,17	- 3,18	- 4,78	- 7,88	- 8,54	- 8,21
août-16	1 024,00	1 071,00	1 085,67	1 078,33	- 2,62	- 1,18	- 1,14	- 1,16	- 7,28	- 8,96	- 9,58	- 9,27
sept.-16	1 060,98	1 182,00	1 215,67	1 198,83	- 3,49	- 9,39	-10,69	-10,05	- 10,51	- 17,51	- 19,25	- 18,39
oct.-16	1 120,56	1 196,40	1 212,33	1 204,37	- 5,32	- 1,20	0,27	- 0,46	- 15,27	- 18,51	- 19,03	- 18,77
nov.-16	1 175,91	1 234,00	1 257,33	1 245,67	- 4,71	- 3,05	- 3,58	- 3,32	- 19,25	- 20,99	- 21,92	- 21,46
déc.-16	1 215,59	1 256,60	1 281,67	1 269,13	- 3,26	- 1,80	- 1,90	- 1,85	- 21,89	- 22,41	- 23,41	- 22,91
janv.-17	1 280,59	1 291,00	1 315,00	1 303,00	- 5,08	- 2,66	- 2,53	- 2,60	- 25,86	- 24,48	- 25,35	- 24,92
févr.-17	1 314,94	1 315,00	1 353,33	1 334,17	- 2,61	- 1,83	- 2,83	- 2,34	- 27,79	- 25,86	- 27,46	- 26,67
mars-17	1 370,01	1 366,00	1 388,33	1 377,17	- 4,02	- 3,73	- 2,52	- 3,12	- 30,69	- 28,62	- 29,29	- 28,96
avr.-17	1 405,89	1 404,00	1 415,00	1 409,50	- 2,55	- 2,71	- 1,88	- 2,29	- 32,46	- 30,56	- 30,62	- 30,59

Source : Banque Centrale du Congo

Comparé à sa situation d'avril 2016, le marché des changes a enregistré des dépréciations respectives de 32,46 % et 30,59 % à l'indicatif et au parallèle.

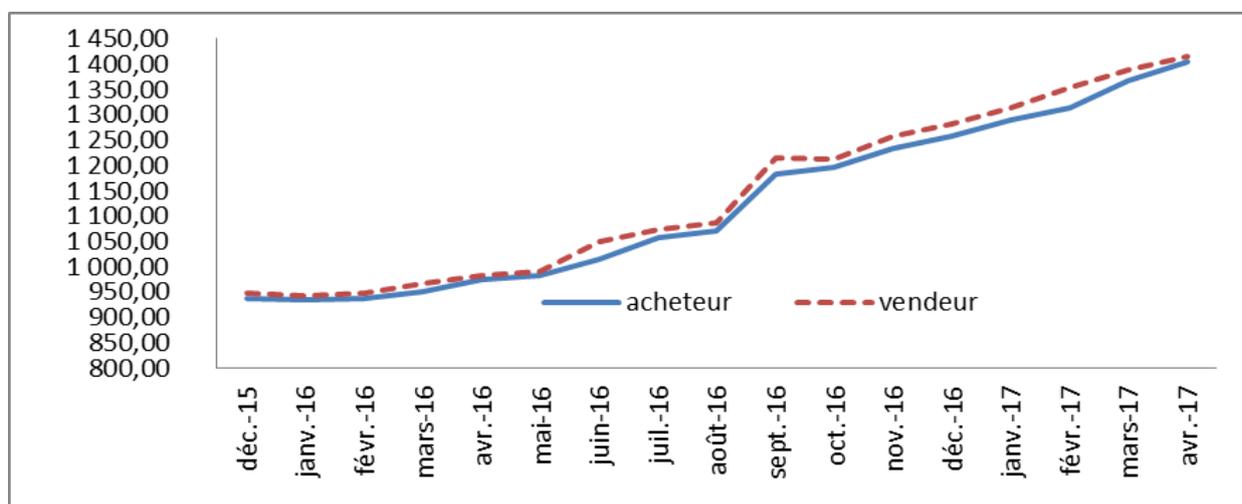
**Graphique 19 : Evolution du taux de change indicatif (CDF/ 1 USD)**



Source : BCC.

La dépréciation du franc congolais est expliquée par le maintien du déficit de la balance courante en dépit de la tendance générale de la reprise des cours des matières premières dans un contexte intérieur morose.

**Graphique 20 : Evolution du taux de change parallèle (CDF/ 1 USD)**



Source : Banque Centrale du Congo

#### ❖ Transactions en devises

Le volume global des transactions sur le marché des changes a atteint 1.213,94 millions de USD à fin avril 2017, soit un repli de 23,34 % par rapport au niveau observé au cours de la même période une année auparavant.

**Tableau 17 : Transactions en devises sur le marché des changes**  
(en millions de USD)

	Cumul à fin avril 2016	Cumul à fin avril 2017
Achats	821,65	666,94
dont BCC	0,00	0,00
Ventes	761,92	546,95
Dont BCC	100,00	78,42
<b>Total Transactions</b>	<b>1 583,57</b>	<b>1 213,89</b>

Source: B CC

Il sied de noter que la Banque Centrale du Congo est intervenue sur le marché de change par la cession des devises pour un montant global de 78,42 millions de USD en vue de tempérer les tensions observées sur le marché.

### II.2.3.3 Réserves de Change

A fin avril 2017, l'exécution du budget en devises s'est soldée par un déficit cumulé annuel de 107,36 millions de USD. Ainsi, le niveau des réserves de change s'est situé à 738,08 millions de USD correspondant à 3,24 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres.

**Tableau 18 : Evolution des Réserves de change**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	28 avril 2017
En millions de USD	1 272,68	1 634,18	1 745,41	1 644,46	1 405,06	845,44	738,08
En semaines d'importations	7,2	9,35	9,25	7,86	5,80	3,73	3,24

Source : Banque Centrale du Congo

**Tableau 19 : Exécution du budget en devises en 2017**  
(en millions de USD)

	cumul 2015	30-déc-16	Cumul 2016	31-janv-17	28-févr-17	31-mars-17	28-avr-17	Cumul 2017
<b>Stock initial</b>		<b>881,61</b>		<b>845,44</b>	<b>786,28</b>	<b>753,79</b>	<b>735,92</b>	<b>735,92</b>
<b>I. FLUX PROJETES EN RECETTES</b>	<b>647,32</b>	<b>35,42</b>	<b>365,05</b>	<b>31,32</b>	<b>27,03</b>	<b>37,76</b>	<b>43,07</b>	<b>139,17</b>
A. Recettes d'exploitation	199,64	15,20	74,94	3,53	5,03	5,10	4,00	17,67
Redevance de Contrôle de Change	45,36	3,87	45,61	3,30	3,78	4,45	3,72	15,25
B. Opérations de change	447,68	20,22	290,11	27,78	21,99	32,66	39,07	121,50
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	280,97	20,22	266,71	27,78	21,99	32,66	39,07	121,50
2. Rachats Financements extérieurs	31,31	-	23,40	-	-	-	-	-
3. Achats interbancaires/Audjudications	135,40	-	-	-	-	-	-	-
<b>II. FLUX PROJETES EN DEPENSES</b>	<b>888,89</b>	<b>71,59</b>	<b>923,19</b>	<b>90,48</b>	<b>59,51</b>	<b>55,62</b>	<b>40,91</b>	<b>246,52</b>
A. Dépenses du Trésor	800,00	55,67	516,44	24,53	26,49	48,51	35,35	134,89
1. Service de la dette extérieure	199,54	21,29	160,41	0,04	5,99	13,24	4,91	24,19
2. Paiements diverses créances	67,61	3,46	48,40	3,39	3,34	3,28	3,28	13,28
3. Fonctionnement	532,85	30,92	307,63	21,10	17,16	31,99	27,16	97,42
- Fournisseurs	221,23	6,13	48,94	8,73	2,94	7,31	6,89	25,87
B. Dépenses de la BCC	88,89	15,92	406,75	65,95	33,02	7,11	5,56	111,64
Ventes interbancaires		-	268,25	55,50	22,92	-	-	78,42
<b>BALANCE( I -II)</b>	<b>- 241,57</b>	<b>- 36,17</b>	<b>- 558,14</b>	<b>- 59,16</b>	<b>- 32,49</b>	<b>- 17,87</b>	<b>2,16</b>	<b>- 107,36</b>
<b>Stock final ( SI+REC-DEP)</b>	<b>1 403,58</b>	<b>845,44</b>	<b>845,44</b>	<b>786,28</b>	<b>753,79</b>	<b>735,92</b>	<b>738,08</b>	<b>738,08</b>

Source : Banque Centrale du Congo

### II.2.3.4 Service de la Dette

Le service de la dette extérieure effectué à fin avril 2017 s'est chiffré à 37,312 millions de USD contre un service prévisionnel de 73,199 millions de USD, soit un écart de -35,887 millions de USD, dû principalement aux allègements accordés par d'autres créanciers multilatéraux dans le cadre de l'initiative IADM.

**Tableau 20 : Service de la dette extérieure par groupe de créanciers  
Du 01<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2017 (en milliers de USD)**

<b>CREANCIERS</b>	<b>Service prévu</b>	<b>Service effectué</b>	<b>Ecart</b>	<b>Taux d'exécution</b>
INSTITUTIONS MULTILATERALES	61 427	19 324	-42 102	32
CLUB DE LONDRES	0	0	0	0
CLUB DE KINSHASA	11 667	17 423	5 756	149
CLUB DE PARIS	105	565	460	537
<b>TOTAL</b>	<b>73 199</b>	<b>37 312</b>	<b>-35 887</b>	<b>51</b>

Source: DGDP et BCC

## II.2.4. SECTEUR MONETAIRE

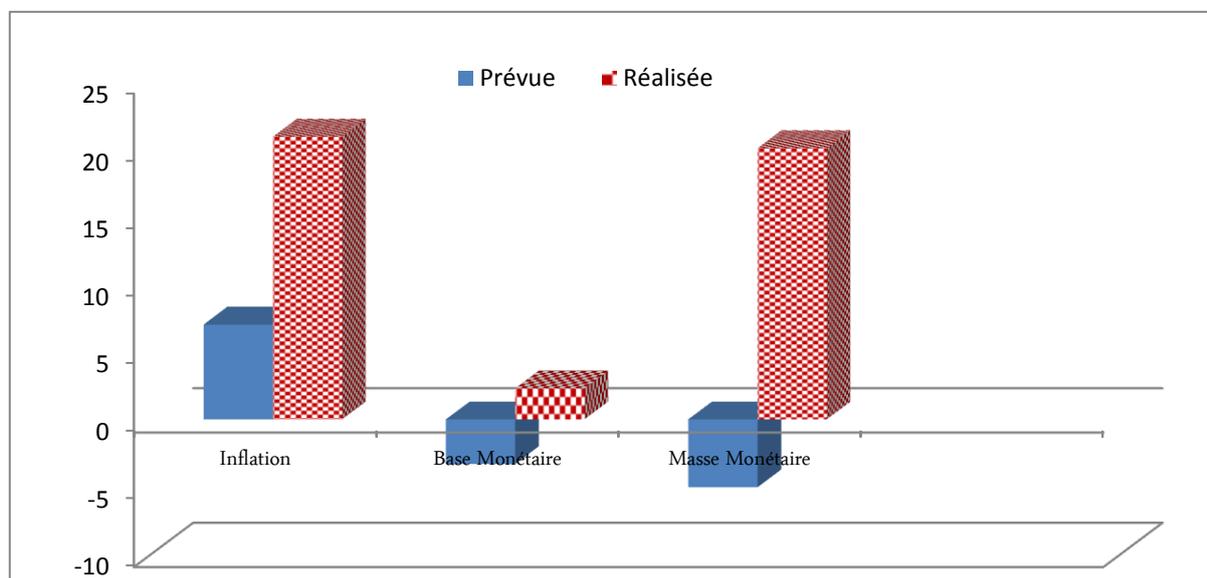
La conduite de la politique monétaire au premier quadrimestre de 2017 s'est inscrite dans la même orientation que celle de 2016. Elle a maintenu le durcissement de ses instruments en vue de contenir les pressions à la hausse des prix observées sur les marchés des changes et des biens et services.

Pour rappel, en 2016 l'environnement monétaire interne a été marqué par la monétisation du déficit public. Dans ce contexte, l'action monétaire a pour l'essentiel été contra-cyclique. En effet, les coefficients de la réserve obligatoire sur les dépôts en devises ainsi que le taux directeur ont été revus à la hausse.

### II.2.4.1. Etat des objectifs de la politique monétaire

A fin avril 2017, les différents objectifs de la politique monétaire, que sont le taux d'inflation, la base monétaire au sens strict et la masse monétaire hors provisions et dépôts en devises, ont affiché des niveaux réalisés bien supérieurs à ceux programmés. Le taux d'inflation en glissement annuel s'est chiffré à 20,85 % contre une cible de 7,00 %.

**Graphique 21 : Objectifs de la politique monétaire à fin avril 2017  
(Variation en %)**



Source : Banque Centrale du Congo

De même, la situation monétaire a renseigné des dépassements avec d'une part, la base monétaire au sens strict qui a crû de 2,30 % contre une baisse programmée de 3,32 % et d'autre part, la masse monétaire hors provisions et dépôts en devises qui a augmenté de 20,00 %, contre une diminution programmée de 5,05 %.

## II.2.4.2. Evolution des Agrégats Monétaires

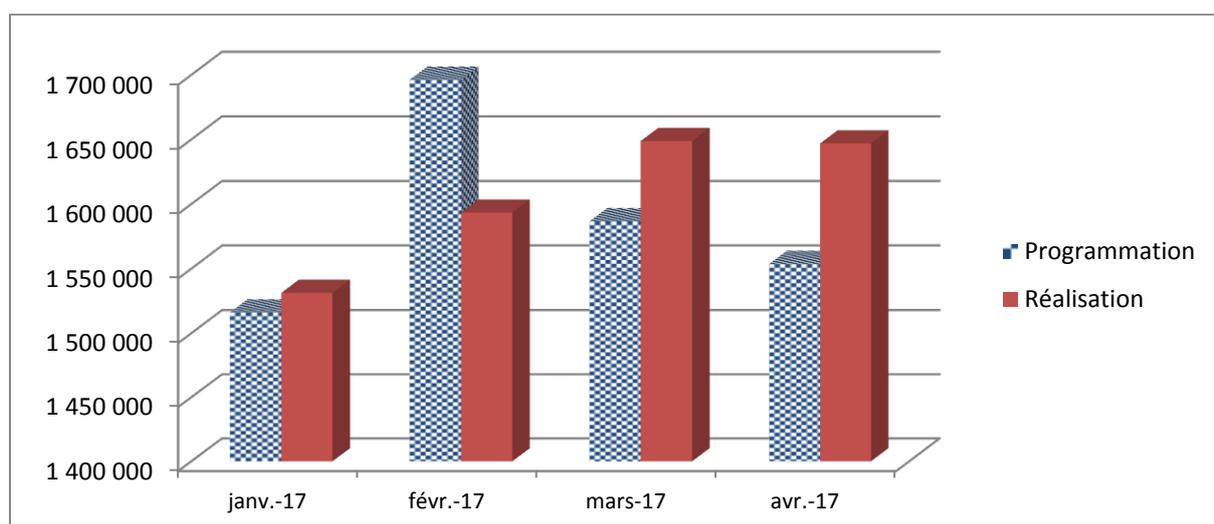
### a) Base monétaire

Au premier quadrimestre 2017, cet agrégat a atteint un niveau de 1.646,94 milliards de CDF, affichant une progression de 36,98 milliards de CDF, soit 2,3 % de croissance par rapport à fin décembre 2016. Cet accroissement est induit principalement par une augmentation des avoirs intérieurs nets impulsée par les créances aux banques à hauteur de 186,62 milliards de CDF dont 16,0 % ont contribué au financement de l'économie et 84,0 % constitués des avoirs en comptes RME de la Banque Centrale. Il importe de relever que le gonflement des comptes RME susvisés résulte d'une réévaluation à la suite de l'effet taux de change. Par ailleurs, il sied de relever également le comportement atypique des Autres Postes Nets expliqué essentiellement par d'importants écarts de conversion nets liés à la forte dépréciation du taux de change.

Néanmoins, l'accroissement des avoirs intérieurs nets a été contrebalancé par une baisse des avoirs extérieurs nets. Comparativement à la même période de 2016, la base monétaire a subi une régression de 66,40 milliards de CDF, soit 6,0 % de baisse.

Il importe de souligner que la variation de la base monétaire est contraire à celle de la programmation dont le niveau à fin avril 2017 s'est établi à 1.553,58 milliards, soit une régression de 53,28 milliards de CDF équivalant à 3,3 % de baisse.

**Graphique 22. Evolution de la Base Monétaire réalisée et programmée en 2017**



Source : Banque centrale du Congo

Pour rappel, en 2016, la base monétaire s'est accrue de 27,52 % s'établissant à 1.616,60 milliards de CDF. Cette hausse a été essentiellement expliquée par l'augmentation des avoirs intérieurs nets de 905,58 milliards de CDF, en particulier le crédit net à l'Etat qui s'est chiffré à 511,17 milliards de CDF.

L'augmentation des avoirs intérieurs nets a été contrebalancée par la baisse de 556,67 milliards de CDF des avoirs extérieurs nets.

Concernant les composantes, cette hausse de la base monétaire a été localisée au niveau de la circulation fiduciaire avec un relèvement de 285,25 milliards et des dépôts des banques qui n'ont augmenté que de 64,45 milliards de CDF.

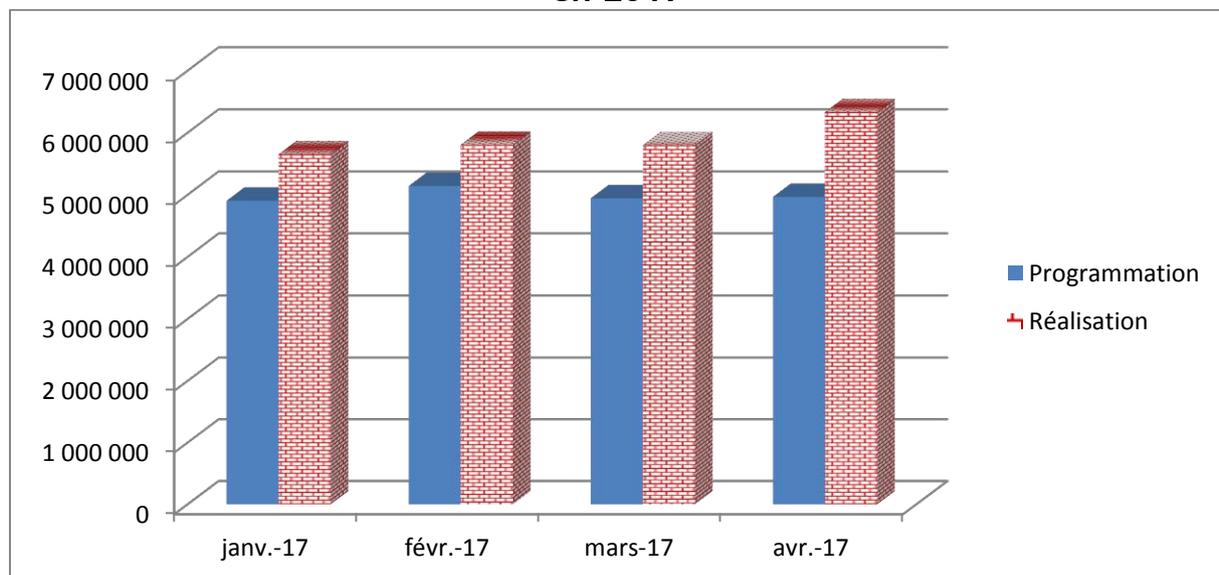
### b) Masse monétaire

La masse monétaire s'est établie, à fin avril 2017, à 6.334,09 milliards de CDF, enregistrant ainsi une progression de 1.056,07 milliards, soit une hausse de 20,0 % contre une régression de 2,6 % observée à la même période de 2016. Cette évolution est occasionnée par une croissance au niveau tant des avoirs intérieurs nets pour un montant de 594,20 milliards de CDF que des avoirs extérieurs nets pour 455,87 milliards.

En ce qui concerne les avoirs intérieurs nets, il importe de noter que leur accroissement a été impulsé notamment par les créances sur le secteur privé, à raison de 169,96 milliards de CDF.

Cependant, l'évolution programmée de la masse monétaire devait renseigner sur la période sous analyse une diminution de 250,73 milliards de CDF, soit une baisse 5,1 %.

**Graphique 23. Evolution de la Masse Monétaire réalisée et programmée en 2017**



Source : Banque centrale du Congo

Concernant l'année 2016, la masse monétaire s'est accrue de 948,77 milliards de CDF contre une hausse programmée de 334,04 milliards. L'évolution de cet agrégat a été justifiée par la hausse des avoirs intérieurs nets localisée principalement au niveau des créances sur le secteur privé avec une hausse de 595,00 milliards de CDF. Toutefois, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont reculé de 198,76 milliards de CDF.

Ainsi, au niveau des composantes, il a été enregistré des accroissements des dépôts en devises et de la circulation fiduciaire respectivement de 594,61 milliards de CDF et 290,31 milliards.

### II.2.4.3. Utilisation des instruments de la politique monétaire

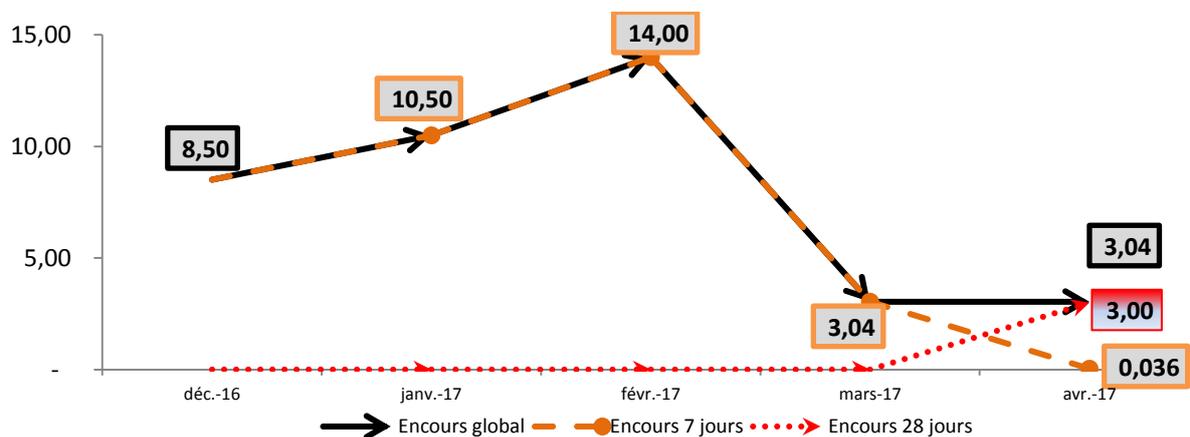
#### A) Grille de taux directeurs

A fin avril 2017, le taux directeur principal, correspondant à celui du guichet des prêts à court terme, s'est situé à 14,0 %, modification intervenue le 13 janvier, après qu'il soit passé de 2,0 % à 7,0 % en septembre 2016. Cette évolution était consécutive aux tensions observées sur le marché des changes à partir de février 2016 et au maintien du rythme accéléré des prix intérieurs. Concernant le taux directeur appliqué au guichet des facilités permanentes, il évolue dans la fourchette de 21 % (avec collatéral) à 31,5 % (sans collatéral) depuis la dernière modification de janvier. Il importe de noter qu'en 2017, la Banque Centrale du Congo a levé définitivement l'option de n'accorder de refinancements aux banques que moyennant présentation du collatéral.

#### B) Evolution du Bon BCC

Au 30 avril 2017, l'encours global du Bon BCC s'est situé à 3,04 milliards de CDF, venant de 8,50 milliards de CDF à fin 2016. La forte dépréciation de la monnaie nationale ainsi que l'exigence de la constitution de la réserve obligatoire, ayant sensiblement réduit les avoirs libres des banques, ont contribué à la baisse de cet encours.

**Graphique 24 : Evolution de l'encours des Bons BCC en 2017**  
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

Comme on le sait, en période de surchauffe économique, comme cela est le cas actuellement, l'encours de bons BCC devrait augmenter dans la perspective de réduire la pression de la liquidité bancaire, à l'effet de neutraliser la spéculation des agents économiques (étant dans une économie fortement dollarisée). Cependant, le comportement contraire observé à travers la contraction significative de l'encours s'explique par :

- les anticipations rationnelles des agents économiques qui refusent de placer leurs fonds en bons BCC pour se prémunir d'une éventuelle dépréciation rapide du taux de change. La problématique des anticipations rationnelles fait défaut également au bon fonctionnement des autres bons dits « de longue maturité comme celui de 84 jours ». En effet, anticipant l'évolution de la conjoncture, les agents économiques s'adonnent à un arbitrage rationnel pour prévenir une éventuelle érosion monétaire de leur pouvoir d'achat. Pour rappel, de fin 2016 à avril 2017, le taux de change s'est déprécié d'environ 13,5 % en cumul annuel.
- la faible autonomie financière de la BCC pour faire face à la ponction de la liquidité bancaire excédentaire. Si la situation financière de la BCC était améliorée, celle-ci devrait amortir la dépréciation du taux de change via la ponction des avoirs excédentaires des banques. Cette possible hypothèse réduirait la mesure de durcissement quasi structurel du coefficient de la réserve obligatoire qui atteint 12 % et 13 % pour les dépôts à terme et à vue en devises.

Le taux moyen pondéré sur le Bon à 7 jours a suivi l'évolution du taux directeur. Au 30 avril 2017, le taux dudit Bon s'est situé à 14,0 % contre 7,0 % à fin décembre 2016.

### C) Evolution de la réserve obligatoire

Au terme des quatre premiers mois de 2017, le niveau de la réserve obligatoire s'est chiffrée à 488,24 milliards de CDF contre 432,48 milliards à fin décembre 2016, soit une ponction de 55,76 milliards contre celle de 57,30 milliards à la période correspondante de 2016. Il sied de relever qu'une ponction de 7,38 milliards a été programmée à fin avril 2017.

Tenant compte de la tendance, en grande partie baissière des dépôts de clients, il importe de relever que la ponction exercée par la réserve obligatoire est principalement occasionnée par la réévaluation du niveau des dépôts en devises consécutive à la dépréciation continue de la monnaie nationale.

**Tableau.21. Evolution de la Réserve Obligatoire réalisée et programmée en 2017 (en milliards de CDF)**

	janvier	février	mars	avril
Niveau de Réserve obligatoire réalisé (a)	453,95	459,15	484,60	488,24
Niveau de Réserve obligatoire programmé (b)	438,65	446,91	441,81	439,86
<b>Ecart = (a)-(b)</b>	<b>15,3</b>	<b>12,24</b>	<b>42,79</b>	<b>48,38</b>

Source : Banque Centrale du Congo

Pour rappel, les coefficients qui s'établissaient à 10,0 % et 9,0 % pour les dépôts en devises à vue et à terme en février 2016, sont passés respectivement à 13,0 % et 12,0 % en octobre de la même année.

## **II.2.4.4. Marché Monétaire**

### **1. Offre de la Monnaie centrale par guichet : le marché en banque**

- Guichet des facilités permanentes

A fin avril 2017, ce guichet de 24 heures de maturité a été opérationnel de janvier à mi-mars et a affiché un volume moyen de 10,74 milliards de CDF. Le taux appliqué sur ce guichet, lequel se situe entre 21,0 % avec collatéral et 31,5 % sans collatéral, comporte un effet dissuasif à l'endroit des banques. Au dernier jour, soit le 09 mars, l'encours en force équivalait à 0,1 milliard de CDF.

Pour rappel, à la période correspondante de 2016, le volume moyen se situait à 30,60 milliards de CDF, avec un encours en force, au 29 mars 2016, correspondant à 16 milliards de CDF.

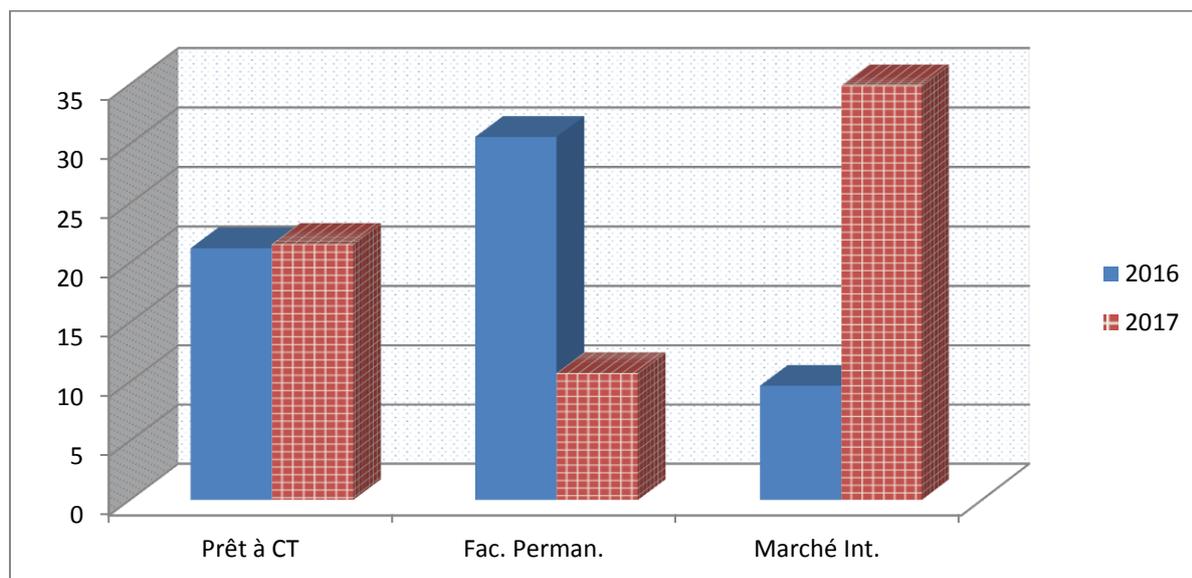
- Guichet de prêt à court terme

Pour les quatre premiers mois de 2017, ce guichet a été fréquenté à partir de fin mars. Sur la période sous analyse, l'offre de monnaie centrale s'est chiffrée en moyenne à 21,60 milliards de CDF, au taux de 14 %. Aussi, l'encours en force à la dernière semaine d'avril correspond à 23 milliards de CDF. Cependant, à la période correspondante de 2016, ce guichet a présenté un volume moyen de 21,24 milliards de CDF et celui en force s'est chiffré à 55 milliards de CDF.

### **2. Marché interbancaire**

Au premier quadrimestre de 2017, le marché interbancaire comme l'indique le graphique ci-dessous a été plus dynamique que les deux guichets proposés par la BCC.

**Graphique 25 : Volumes moyens des transactions aux guichets BCC et au marché interbancaire (en milliards de CDF)**



Source : BCC

Les opérations sur le marché interbancaire ont atteint une moyenne de 34,92 milliards de CDF au taux d'intérêt moyen pondéré de 12,3 % pour les quatre premiers mois de 2017.

Sous la période correspondante de 2016, ce marché a connu des opérations évaluées en moyenne autour de 9,66 milliards de CDF au taux d'intérêt moyen pondéré de 1,7 %.

#### II.2.4.5. Evolution de l'activité bancaire

##### a) Dépôts de la clientèle

A fin avril 2017, les dépôts de la clientèle des banques se sont chiffrés à 3.501,38 millions de USD, soit une baisse de 2,99 % et une hausse de 2,5 %, respectivement par rapport à la période correspondante de 2016 et décembre 2016.

**Tableau 22 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques  
(En millions de USD)**

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	avr-16	déc-16	janv.-17	févr.-17	mars-17	avr-17	Variation par rapport à fin avril 2016 (en	Variation avril. 2017 % mars. 2017
<b>I. Dépôts de la clientèle par Types</b>	<b>3 609,16</b>	<b>3 414,10</b>	<b>3 492,90</b>	<b>3 493,65</b>	<b>3 399,60</b>	<b>3 501,38</b>	<b>-2,99</b>	<b>2,99</b>
<b>(a) Comptes ordinaires</b>	<b>2 933,43</b>	<b>2 719,69</b>	<b>2 805,27</b>	<b>2 804,31</b>	<b>2 683,18</b>	<b>2 753,58</b>	<b>-6,13</b>	<b>2,62</b>
Comptes courants	2 007,29	1 880,55	1 975,94	1 964,69	1 849,93	1 899,51	-5,37	2,68
Comptes de chèques	390,86	341,28	350,59	352,20	348,23	362,46	-7,27	4,09
Comptes sur livrets	438,77	398,23	382,95	390,74	391,33	409,18	-6,74	4,56
Provisions crédocs	32,80	18,50	15,15	14,74	12,03	11,16	-65,98	-7,20
Autres	63,71	81,13	80,64	81,95	81,66	71,27	11,88	-12,72
<b>(b) Dépôts à terme</b>	<b>634,98</b>	<b>654,78</b>	<b>642,73</b>	<b>644,46</b>	<b>671,04</b>	<b>704,77</b>	<b>10,99</b>	<b>5,03</b>
<b>(c) Dépôts à regime spécial</b>	<b>40,75</b>	<b>39,63</b>	<b>44,90</b>	<b>44,87</b>	<b>45,38</b>	<b>43,03</b>	<b>5,58</b>	<b>-5,19</b>
<b>II. Dépôts de la clientèle par Monnaies</b>	<b>3 609,16</b>	<b>3 414,10</b>	<b>3 492,90</b>	<b>3 493,65</b>	<b>3 399,60</b>	<b>3 501,38</b>	<b>-2,99</b>	<b>2,99</b>
MN	594,52	506,68	495,67	470,53	427,42	418,73	-29,57	-2,04
ME	3 014,64	2 907,42	2 997,23	3 023,12	2 972,17	3 082,65	2,26	3,72
<b>III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE</b>	<b>3 609,16</b>	<b>3 414,10</b>	<b>3 492,90</b>	<b>3 493,65</b>	<b>3 399,60</b>	<b>3 501,38</b>	<b>-2,99</b>	<b>2,99</b>
Administration publique	169,33	141,03	142,96	150,86	127,80	120,41	-28,89	-5,78
Administration publique locale	39,34	29,28	29,43	30,92	57,74	49,56	25,98	-14,17
Entreprises publiques	243,76	186,21	180,16	163,17	180,00	145,27	-40,41	-19,30
Entreprises privées	1 554,47	1 578,20	1 646,48	1 605,45	1 490,93	1 570,67	1,04	5,35
Ménages	1 602,26	1 479,37	1 493,88	1 543,24	1 543,12	1 615,47	0,82	4,69

Source : Banque Centrale du Congo

La baisse des dépôts a été localisée au niveau des dépôts en monnaie nationale et en monnaie étrangère respectivement à concurrence de 29,57 % et 2,26 % par rapport à la période correspondante de 2016 consécutivement à la forte dépréciation de la monnaie nationale.

### **b) Crédits à l'économie**

A fin avril 2017, les crédits bruts à la clientèle ont enregistré une régression de 3,94 % par rapport au niveau de la période correspondante de 2016 et de 3,79 % par rapport à fin 2016. Cette baisse annuelle est localisée au niveau de tous les crédits octroyés, excepté les crédits à court terme.

**Tableau 23 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle  
(en millions de USD)**

Rubriques	avr.-16	déc.-16	janv.-17	févr.-17	mars-17	avr-17	Variation par rapport à fin avril 2016 (en %)	Variation avril. 2017 % mars. 2017 (en %)
Crédits bruts à la clientèle	2 469,73	2 465,96	2 385,60	2 341,13	2 338,88	2 372,51	-3,94	1,44
1. Crédits nets par terme	2 246,91	2 239,88	2 086,66	2 043,28	2 042,78	2 055,75	-8,51	0,64
Crédits à long terme	240,66	211,95	209,86	211,08	211,66	216,11	-10,20	2,11
Crédits à moyen terme	709,50	600,17	571,66	574,22	579,85	593,52	-16,35	2,36
Crédits à court terme	314,45	331,85	290,15	323,27	347,04	327,42	4,13	-5,65
Découvert bancaire	812,88	920,45	866,26	802,16	799,35	834,96	2,72	4,46
Crédits nets en souffrance	169,42	175,47	148,74	132,55	104,88	83,73	-50,58	-20,16
2. Provisions pour crédits par monnaies	222,82	226,08	298,93	297,86	296,10	316,76	42,16	6,98
Ventilation des crédits par monnaies	2 246,91	2 239,88	2 086,66	2 043,28	2 042,78	2 055,75	-8,51	0,64
MN	218,28	219,37	222,39	212,79	193,64	166,53	-23,71	-14,00
ME	2 028,63	2 020,51	1 864,28	1 830,48	1 849,13	1 889,22	-6,87	2,17
Crédits bruts à la clientèle par secteur	2 469,73	2 465,96	2 385,60	2 341,13	2 338,88	2 372,51	-3,94	1,44
Administration publique	110,61	138,89	124,94	128,79	88,24	80,06	-27,62	-9,27
Entreprises publiques	130,99	175,90	104,40	114,73	174,95	121,31	-7,39	-30,66
Entreprises privées	1 535,98	1 539,20	1 535,33	1 487,47	1 468,89	1 506,46	-1,92	2,56
Ménages	692,14	611,97	620,93	610,15	606,80	664,69	-3,97	9,54

Source : Banque Centrale du Congo

### III. PERSPECTIVES A COURT TERME DE QUELQUES INDICATEURS MACROECONOMIQUES

La dépréciation de la monnaie nationale observée depuis la fin de l'année 2015 pourrait se poursuivre durant l'année 2017 suivant trois scénarii ci-après. Globalement, le cours indicatif moyen pourrait se situer entre 1.452,25 et 1.771,83 CDF le dollar américain contre une fourchette de 1.688,91 à 2.328,06 CDF pour le cours indicatif fin période. De ce fait, à fin 2017, suivants les trois scénarii, la monnaie nationale pourrait se déprécier dans une fourchette de 28,02 % à 47,78 %, contre une dépréciation de 23,91 % en 2016.

**Tableau 24. Prévisions du taux de change indicatif**

	Réalisation 2016	Prévisions 2017		
		Scénario 1 (politique inchangée)	Scénario 2 (optimiste)	Scénario 3 (pessimiste)
Taux de change indicatif fin période (USD/CDF)	1.215,6	1.994,80	1.688,91	2.328,06
Taux de change indicatif moyen (USD/CDF)	1.011,46	1.605,20	1.452,25	1.771,83

Source : BCC

Le scénario de référence (à politique inchangée) est basé sur la prolongation des tendances récentes observées et prend en compte notamment de légers déficits mensuels du Trésor dans un contexte de faible niveau des réserves de change.

Le scénario optimiste est celui du retour en programme avec les Institutions de Bretton Woods, impliquant notamment les conséquences suivantes : (i) une amélioration des conditions intérieures et du climat des affaires, (ii) la mise en œuvre optimale du programme de stabilisation suivi de celui de relance économique du Gouvernement, (iii) le maintien d'une discipline budgétaire afin d'éviter tout déficit et (iv) la mobilisation accrue des ressources internes dans le cadre budgétaire et apports extérieurs (appui budgétaire et appui à la balance des paiements).

Enfin, le scénario pessimiste tient compte, entre autres, de la détérioration des conditions intérieures et des déficits jumeaux très élevés (déficit des finances publiques et celui du compte courant de la balance des paiements) en l'absence d'un programme économique formel.

Ces risques de l'accélération de la dépréciation devraient impacter négativement le rythme de formation des prix intérieurs. Ainsi, le taux d'inflation fin période, suivant les trois scénarii, devrait se situer dans la fourchette de 17,9 % à 54,3 % contre une cible de 7,0 % à fin décembre 2017 et une réalisation de 23,6 % à fin 2016.

**Tableau 25. Prévisions du taux d'inflation mensuel INS**

	Réalisation 2016	Prévisions 2017		
		Scénario 1 (politique inchangée)	Scénario 2 (optimiste)	Scénario 3 (pessimiste)
Taux d'inflation fin période INS (en %)	23,6	46,27	17,9	54,28
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	18,2	34,94	12,5	38,94

Source : BCC

Compte tenu de ce qui précède, la politique monétaire devrait s'inscrire dans le sens du durcissement pour contribuer à réduire les effets de second tour. Cependant, le retour à la stabilité du cadre macroéconomique devrait impliquer la conjonction des mesures macroéconomiques et des réformes structurelles indispensables, sans lesquelles la dégradation économique et sociale devrait inexorablement se poursuivre.

-----

